

Les défis politiques, économiques et sociaux en Arabie Saoudite dans une perspective « après-pétrole »

Mémoire réalisé par
Pierre Devreux

Promoteur(s)
Vincent Legrand

Lecteur(s)
Mohamed El Battiui

Année académique 2017-2018
Master 120 en SCPO, Relations Internationales à finalité diplomatie et résolution de conflit

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Signature de l'étudiant :

Remerciements

Après cette année passée à réaliser mon mémoire, j'aimerais commencer par remercier quelques personnes qui m'ont soutenu et m'ont aidé à finaliser ce travail.

Tout d'abord, cette recherche n'aurait pas pu aboutir sans les conseils précieux de Mr. Vincent Legrand, mon promoteur, ainsi que la participation de Jean-Charles Ducène et Mathieu De Clerq. Ils m'ont énormément aidé grâce à leurs cours, leurs entretiens et leurs suivis. Ce travail est le fruit d'une collaboration avec des professeurs, mais aussi des particuliers ayant pris le temps de m'aiguiller tout au long de mon parcours.

Par ailleurs, je tiens avant tout à remercier mes proches et ma famille pour le soutien indéfectible qu'ils m'ont fourni. Je remercie ma copine, Justine ainsi que mes parents et ma sœur pour leurs encouragements, soutiens et relectures de mon mémoire.

I. Table des matières

I.	Table des matières.....	3
II.	Introduction.....	5
2.1	Contexte.....	5
2.2	Recherche.....	6
III.	Cadre d'analyse.....	7
3.1	Conceptualisation.....	7
3.2	Hypothèses.....	9
	Hypothèse 1 : Politique	9
	Hypothèse 2 : Économie	11
	Hypothèse 3 : Société	13
3.3	Méthodologie.....	15
IV.	Politique : Entre « révolution de palais » et influence internationale.....	16
4.1	Politique intérieure de l'Arabie Saoudite	16
4.1.1	« La révolution de palais » portée par le roi Salmane	16
4.1.2	Avènement du prince héritier Mohammed Ben Salmane	19
4.2	Relations régionales et internationales de l'Arabie Saoudite : une analyse géopolitique.....	22
4.2.1	Guerre au Yémen : un complexe régional de sécurité.....	22
4.2.2	Relation avec les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG).....	25
4.2.3	La place de Riyad sur la scène internationale.....	27
V.	Économie.....	31
5.1	Évolution de l'économie en Arabie Saoudite.....	31
5.1.1	Caractéristiques de l'économie saoudienne.....	31
5.1.2	Une restructuration économique en plein essor	33
5.1.3	Quel avenir pour l'économie saoudienne ?	38
5.2	Emploi	41
5.2.1	La « saoudisation » de l'emploi	41
5.2.2	Un secteur privé en crise	43
5.3	Transition énergétique	46
5.3.1	Pétrole et le futur d'ARAMCO	46
5.3.2	Le nucléaire saoudien : une diversification de la production énergétique ou une arme géopolitique ?.....	48
5.3.3	Un réservoir inépuisable : l'énergie solaire	51
VI.	Société : Origine du wahhabisme et son lien avec l'Arabie Saoudite.....	55
6.1	Fondement du wahhabisme	55
6.2	Pensée et base théologique de Mohammed Ibn Abdelwahhab	56
6.2.1	Coran et Hadiths	57
6.2.2	Concept de tawhid.....	58
6.3	La place du wahhabisme dans la société saoudienne moderne	59
6.3.1	État de la religion actuelle	59
6.3.2	Dualité entre modernisme et conservatisme	62
VII.	Conclusion	66
7.1	Analyse de l'hypothèse politique	66

7.2 Analyse de l'hypothèse économique	67
7.3 Analyse de l'hypothèse société.....	69
VIII. Bibliographie.....	71
8.1 Monographie.....	71
8.2 Articles scientifiques.....	72
8.3 Périodiques en ligne	74
8.4 Sites Internet.....	77
8.5 Tests et instruments de mesure.....	78
8.6 Actes de congrès ou de colloque.....	78
8.7 Documents non publiés	78
8.8 Documents officiels	78
Résumé du mémoire	80

II. Introduction

2.1 Contexte

L'Arabie Saoudite est devenue un acteur économique et politique de plus en plus important au Moyen-Orient ces cinquante dernières années. L'Arabie Saoudite est dirigée depuis sa création en 1932 par une dynastie éponyme dans le cadre d'un régime autoritaire, voire, par certains aspects, totalitaire, marqué par la doctrine politico-religieuse wahhabite. En effet, la famille Saoud forte de son alliance avec les oulémas règne avec une main de fer sur le Royaume d'Arabie. En 2015, la mort du roi Abdallah ouvrit au roi Salmane, faisant partie du clan des Soudeyri, la possibilité de réformer le royaume. Cette évolution de régime crée des dissensions au sein de la famille royale, car la monopolisation du pouvoir par un seul clan met en danger l'équilibre des forces de la monarchie. En outre, la guerre lancée au Yémen afin de redorer le blason du pays a permis de réaffirmer la légitimité de la monarchie ainsi que d'affermir son rôle dans le monde arabe.

Cet État rayonne par ailleurs dans le monde musulman en tant que gardien des Lieux saints de La Mecque et de Médine et est un acteur influent de la Ligue des États arabes depuis la perte d'influence de l'Égypte, suite à la guerre israélo-arabe de 1967 et la mort de Nasser en 1970. Par ailleurs, ce pays n'a pas connu un bouleversement similaire aux autres « printemps arabes », car l'État a étouffé les foyers de rébellion par « anticipation » des révolutions. De plus, l'Arabie Saoudite démontre une volonté de créer un bloc sunnite pour contrer la montée en puissance de l'Iran dans la région.

L'Arabie Saoudite est un membre puissant de l'OPEP, figurant parmi les premiers producteurs de pétrole au niveau mondial. Cependant, l'économie saoudienne est basée principalement sur l'industrie pétrolière et tend à s'essouffler d'année en année. La politique de redistribution des revenus du pétrole afin d'assurer la stabilité sociale n'est plus soutenable par le royaume dont l'endettement ne cesse de croître. Depuis 2003, l'Arabie Saoudite a adopté une nouvelle stratégie afin de mieux réguler son économie : rationaliser les dépenses des ministères, contrecarrer la raréfaction de l'eau et construire des ressources de nourriture suffisantes pour subvenir aux besoins de la population. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite est consciente que l'utilisation démesurée

du pétrole pour fournir de l'électricité aux entreprises et aux particuliers est néfaste pour son économie. Dès lors, Riyad a lancé un plan énergétique visant l'implantation de centrales nucléaires et la construction de champs de panneaux solaires afin d'endiguer la surconsommation de l'énergie fossile. Actuellement, les réformes sociales, politiques et économiques du programme « Vision 2030 » se succèdent sous l'impulsion de Mohammed Ben Salmane¹.

2.2 Recherche

Au vu des récentes problématiques et réformes auxquelles fait face l'Arabie Saoudite, il est utile de s'intéresser au futur du pays. En effet, la volatilité des prix des hydrocarbures liés à une instabilité structurelle du modèle économique amène Riyad à changer son mode de fonctionnement. Dès lors, le travail va s'organiser autour de la question de recherche : « *Quels sont les défis politiques, économiques, sociaux de l'Arabie Saoudite dans une perspective « après-pétrole » ? Comment le régime compte-t-il répondre à cette problématique et légitimer ses actions auprès de la société saoudienne ?* ».

Afin de répondre à la question de recherche, le travail sera divisé en trois grandes parties. Dans un premier temps, une analyse de la politique intérieure et extérieure du royaume tentera de mettre en exergue les transformations étatiques du pays. Par la suite, la deuxième partie va s'immerger dans la composition structurelle de l'économie saoudienne et de ses possibilités d'avenir. Enfin, un examen des caractéristiques de la société saoudienne permettra de mieux comprendre l'implication du religieux en Arabie Saoudite et sa relation avec la population. Tous les résultats seront regroupés dans la conclusion afin de corroborer ou d'invalidier les hypothèses posées au début de la recherche.

¹ Mohammed Ben Salmane né en 1985 est le fils de Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, le roi d'Arabie Saoudite. Il est le prince héritier du Royaume d'Arabie Saoudite depuis Juin 2017.

III. Cadre d'analyse

3.1 Conceptualisation

Afin d'étudier le type de régime politique du Royaume d'Arabie Saoudite, il est primordial de définir certains concepts en lien direct avec les caractéristiques de l'État. Dans un premier temps, le concept de théocratie peut se traduire par le terme « théologie politique » qui est plus fréquemment employé². La théologie politique est parcourue par différentes questions hétérogènes : « *Celle du droit divin du roi, plus généralement celle de la relation entre le pouvoir et le sacré ; celle, bien différente, de la fonction politique du religieux ; celle, autre encore, de la censure théologique et du contrôle clérical du politique ; celle de l'interprétation de l'Écriture et de la liberté de penser*³ ». Par ailleurs, une définition plus courte de la théocratie peut être posée comme « *un État dirigé par un clergé ou un groupe autodéterminé qui légitime ses actions et son discours par la volonté de Dieu*⁴ ». En outre, la doctrine religieuse de l'État est le wahhabisme, un courant sunnite de l'école hanbalite qui défend un pur monothéisme et une obéissance stricte à la charia⁵. Il a pour seule « Constitution » officieuse la charia et la loi islamique, dont l'exigence doit soumettre le croyant à la volonté divine⁶. « *Son objectif est de purifier les dogmes et la loi coranique des innovations blâmables remontant à l'ère d'ignorance préislamique pour retourner à une religion pure, celle du prophète et des pieux ancêtres*⁷ ». Ce régime est aussi caractérisé par une monarchie qui est contrôlée par la dynastie du clan Saoud. Une monarchie est un régime politique dans lequel le détenteur du pouvoir l'exerce en vertu d'un droit propre : droit divin ou héréditaire⁸.

² Baslez, M-F., Schwentzel, C-G. (2016). *Les dieux et le pouvoir, Aux origines de la théocratie*, Collection « Histoire Ancienne », Presse Universitaire de Rennes.

³ Cattin, E., Jaffro, L., Petit, A. (1999). *Figures du théologiques-politiques*, Paris, Vrin.

⁴ Ferrero, M. (2013). *The rise and demise of theocracy : theory and some evidence*. Public choice, Vol. 156, n. 3, p. 723-750.

⁵ Chevallier, D. (2018). *Wahhabisme*, Encyclopædia Universalis. En ligne <http://www.universalis-edu.com/encyclopedia/wahhabisme/>

⁶ *Ibid.*

⁷ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

⁸ Larousse. (2018). *Monarchie*. En ligne <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/monarchie/52157>

De plus, il est nécessaire de faire une distinction entre le concept de l'État-providence, issu du modèle socio-économique occidental, et celui de l'État allocataire⁹. Celui-ci se définit comme un État qui accorde tous les services sociaux gratuitement (santé, éducation, prêts pour logement) et s'engage à pourvoir des emplois¹⁰. Ce concept se différencie de l'État providence car il naît dans le contexte d'émergence d'États pétroliers focalisant leurs économies sur la rente de ce bien¹¹. Par ailleurs, le Royaume d'Arabie Saoudite vit de la rente pétrolière, mais cherche à diversifier son économie dépendante des cours volatiles du pétrole. Dès lors, la diversification économique se traduit comme « *la diversification renvoie normalement aux exportations, et plus particulièrement aux politiques visant à réduire la dépendance à un nombre limité de produits d'exportation qui peuvent être soumis à des fluctuations de prix et de volumes ou à un déclin séculaire*¹² ». La diversification peut se faire soit par une diversification horizontale (de nouvelles opportunités sont recherchées pour de nouveaux produits dans le même secteur, par exemple, l'exploitation minière, l'énergie ou l'agriculture) ou la diversification verticale, ce qui implique d'ajouter plus d'étapes de transformation des contributions nationales ou importées¹³.

En outre, la notion de « Soft power » est un élément clé de la politique extérieure de l'Arabie Saoudite et nécessite donc une précision. Dans le domaine des relations internationales, l'expression « Soft power » est utilisée pour désigner « *la puissance d'influence, de persuasion, d'une entité, par exemple un État, sur un autre acteur, par exemple, un autre État. Une influence qui se fait par des moyens non coercitifs, sans*

⁹ Luciani, G., Beblawi, H. (1987). *The Rentier State*, Istituto Affari Internazionali, ed. Broché.

¹⁰ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

¹¹ Anderson, L. (1987). *The State in the Middle East North Africa*, Comparative Politics, vol. 20, n. 1, 1987, pp. 18.

¹² Routledge Encyclopedia. (2001). London: Routledge, Vol. 1, pp. 360.

¹³ Hvidt, M. (2013). *Economic diversification in the GCC countries : Past record and future trends*, Governance and globalisation in Gulf states, London School of Economics and Political Sciences, n.27.

*contraintes quelconques*¹⁴ ». Joseph Nye a développé ce concept et le résume comme « *the ability of a country to persuade others to do what it wants without force or coercion*¹⁵ ».

3.2 Hypothèses

Afin de résoudre la question de recherche, il est nécessaire de poser des hypothèses. Ces hypothèses seront déclinées en trois parties : la première dédiée aux changements politiques et à l'influence internationale, la deuxième s'intéressera à l'évolution économique et à la transition énergétique, la troisième sera plus axée sur les réformes sociétales et leurs impacts sur le religieux. Par la suite, ces hypothèses seront corroborées ou invalidées à l'aide d'une étude plus profonde des idées développées. Tout cela afin de donner un bilan pertinent et novateur des défis politiques, économiques et sociaux de l'Arabie Saoudite dans une perspective « après pétrole ».

Hypothèse 1 : Politique

Actuellement, le roi du Royaume d'Arabie Saoudite est Salmane Ben Abdulaziz qui a succédé en 2015 à son demi-frère le roi Abdullah¹⁶. Le roi saoudien a préféré écarter du statut de prince héritier son neveu Ben Nayef au profit de son fils Mohammed Ben Salmane. Dès lors, la polarisation de la famille Saoud qui caractérisait une monarchie « horizontale » se transforme peu à peu en une monopolisation verticale du pouvoir. Le roi Salmane remet en question le système de multidomination des différentes factions voulant prétendre au pouvoir afin de favoriser l'ascension de son lignage¹⁷. En effet, le clan des Soudeyri évince progressivement les

¹⁴ Le dictionnaire du commerce international. (2018). *Soft power*. En ligne <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/soft-power.html>

¹⁵ Nye, J. (2004). *Soft power: the means to success in world politics*, PublicAffairs, pp.208.

¹⁶ Hughes, A. (2018). *Saudi Arabia royal family tree : Who is the crown prince of Saudi Arabia ?*, The express. En ligne <https://www.express.co.uk/news/world/902431/Saudi-Arabia-royal-family-tree-Crown-Prince-Saudi-Arabia-King-House-of-Saud>

¹⁷ Kajja, K. (2016). *L'Arabie saoudite à l'épreuve de la transition de pouvoir*, Hérodote, 160-161,(1), 195-208. doi:10.3917/her.160.0195.

autres clans de la famille Saoud pour concentrer les pouvoirs entre ses mains. Cette neutralisation des différentes factions rompt avec la pratique établie et détruit les contre-pouvoirs au sein de l'appareil étatique saoudien¹⁸. De plus, la mise en place du programme « Vision 2030 » en Arabie Saoudite nécessite de nombreuses réformes politiques au sein des autorités gouvernementales. La progressive monopolisation du pouvoir par le prince héritier Mohammed Ben Salmane permet d'accélérer le processus de restructuration de l'appareil étatique saoudien.

Par ailleurs, l'Arabie Saoudite veut s'imposer comme leader du monde arabo-sunnite et mène un combat d'influence contre l'expansion persano-chiite¹⁹. L'Arabie Saoudite veut apparaître comme garant effectif de la sécurité et de la stabilité dans la péninsule Arabique afin de pouvoir contrôler toute influence extérieure²⁰. De plus, Riyad veut affirmer sa place sur la scène internationale par des actions diplomatiques, mais aussi par des partenariats économiques. Il y a une dualité entre le contrôle sécuritaire de son environnement régional et son statut international. L'Arabie Saoudite veut prouver son importance dans les relations internationales.

Considérant les éléments présentés, il est intéressant d'étudier cette « révolution de palais » et ses conséquences au niveau national et international. Dès lors, la première hypothèse peut se construire autour de la nouvelle gouvernance verticale sous l'égide de Mohammed Ben Salmane.

La période « après-pétrole » du Royaume d'Arabie Saoudite amène une restructuration de l'appareil étatique afin de mettre en place les réformes dictées par le programme « Vision 2030 ». Dès lors, le régime saoudien évolue vers une autocratisation et une monopolisation du pouvoir étatique incarné en la personne du prince héritier, Mohammed Ben Salmane, dans l'optique de faciliter l'application du programme de réforme. Dans une perspective « après pétrole », l'Arabie Saoudite va

¹⁸ Lacroix, S. (6/12/2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

¹⁹ Amelot, L. (2015). *Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran*, Outre-Terre, vol. 44, n. 3, pp. 329-338.

²⁰ *Ibid.*

tendre vers une transformation verticale du pouvoir au profit des Soudeyris et un renforcement de ses actions politiques pour affirmer sa place sur la scène internationale. La politique nationale et internationale saoudienne post-pétrolière est construite autour des directives exclusives de Mohammed Ben Salmane.

Hypothèse 2 : Économie

La vulnérabilité de l'État saoudien est due à la faiblesse structurelle du système rentier qui caractérise son système politique local²¹. Le système rentier qui a commencé au début du développement du secteur pétrolier est devenu la base du pouvoir politique du pays. Cependant, les fluctuations sur les marchés financiers ainsi que la volatilité du prix du baril mettent en péril le système économique de l'Arabie Saoudite. Dès lors, il y a une crise du « pacte social » où la population acceptait le pouvoir en place en échange d'une redistribution de la rente pétrolière à travers des subventions ou des opportunités dans le secteur public²². Pour répondre à cette déficience Riyad cherche à diversifier son économie et à rentrer dans une transition énergétique afin de sevrer sa dépendance au pétrole.

La mise en place du programme « Vision 2030 » initié par Mohammed Ben Salmane vise une diversification économique ainsi qu'une transition énergétique. Cette transition énergétique se traduit par un investissement colossal dans le solaire et une volonté de développer le nucléaire civil. Cependant, l'Arabie Saoudite reste extrêmement dépendante des revenus de l'industrie pétrolière et pétrochimique. De plus, ce programme cherche à combattre le chômage qui touche particulièrement les jeunes diplômés et les femmes. En effet, le marché de l'emploi n'est pas assez développé pour intégrer la main-d'œuvre locale qui s'est accrue avec le changement de profil démographique²³. Le secteur public ne peut plus stimuler son développement

²¹ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *The perpetuation of regime security in Gulf Cooperation Council states: a multi-lens approach*, Digest of Middle East Studies, vol. 26, n. 1, pp. 150-169.

²² Sraieb, H. (2013). *Choix économiques et recomposition du paysage politique des pays de la rive sud de la Méditerranée*, Actualités France Europe monde. Disponible dans le cours *Analyse socio-économique du monde arabe*. (2018). Document non publié, Université catholique de Louvain, Louvain-La-Neuve.

²³ *Ibid.*

dû aux revenus dégressifs du pétrole (voir figure 1) et la présence d'un secteur privé sous-développé et peu compétitif²⁴. Avec la diminution des allocations étatiques, les nationaux saoudiens vont devoir modifier leurs sources de revenus et entrer sur le marché du travail.

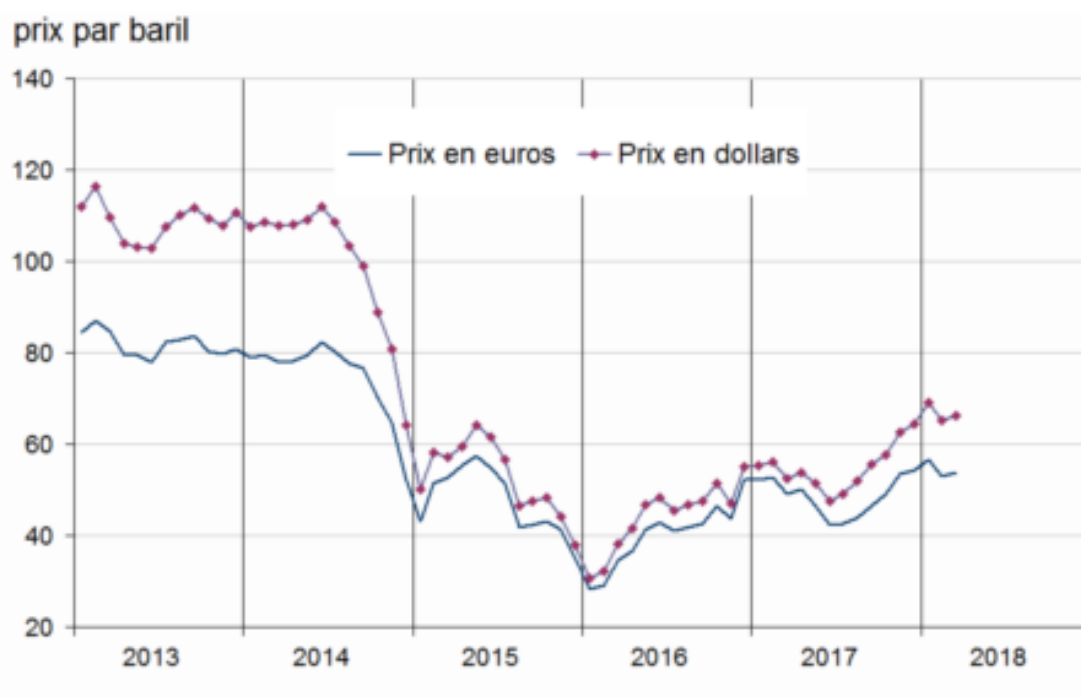


Figure 1 : Evolution du prix du baril de pétrole 2013-2018²⁵. Schéma représentant l'évolution prix du baril de pétrole (en euros et en dollars) de l'année 2013-2018.

En prenant en considération les différents éléments qui caractérisent l'économie de l'Arabie Saoudite, il est primordial de s'intéresser aux multiples réformes administratives. Par conséquent, la deuxième hypothèse va se construire autour de la mise en place du programme « Vision 2030 » dans la réalisation d'un « après-pétrole » économique.

²⁴ Ministry of Labor and Social Development. (2016). *Saudi Arabia Labor Market Report 2016*, Kingdom of Saudi Arabia, ed. 3.

²⁵ Cours du baril. (2018). *Cours du pétrole entre 2012 et 2018*, prixdubaril.com. En ligne <https://prixdubaril.com/comprendre-petrole-cours-industrie/66049-mars-2018-prix-petrole-augmente-un-peu.html>

La perspective d'une diminution des revenus pétroliers affaiblit considérablement le système rentier et la légitimité du pouvoir en Arabie Saoudite. En effet, l'Arabie Saoudite n'est plus en mesure d'assurer son statut d'État allocataire suite aux problèmes structurels de son économie et des revenus dégressifs du pétrole. Dès lors, la période « après-pétrole » marque la fin de l'économie rentière et le sevrage de la dépendance pétrolière au profit d'une diversification des sources de revenus. Sous l'égide du programme « Vision 2030 », le Royaume d'Arabie Saoudite va diversifier son économie, entrer dans une transition énergétique et amener les nationaux à changer leur mode de revenus.

Hypothèse 3 : Société

La société saoudienne se construit autour de la législation islamique, dépassant les préceptes des quatre écoles canoniques du droit musulman. Elle ne respecte que les seuls principes du wahhabisme hanbalite²⁶. La doctrine wahhabite a instauré un cadre de règles et d'obligations qui contrôlent strictement les interactions sociales dans la sphère publique et privée. Dès lors, de nombreux comportements sont proscrits ou prescrits, limitant fortement la liberté tant physique que morale de la population. Cependant, les autorités religieuses ne rejettent pas totalement le modernisme et avec l'avènement des Soudeyri, les wahhabites ont fait de nombreuses concessions. Le statut de la femme et sa place dans la société restent un sujet controversé en Arabie Saoudite car les autorités religieuses tentent de limiter au maximum les interactions entre genres. Cela pose un problème au niveau des libertés individuelles fondamentales mais rentre aussi en antinomie avec les réformes étatiques dues à leur exclusion économique²⁷.

Certes, l'appareil étatique remplace progressivement la fonction de contrôle social détenue par les autorités religieuses, mais il subsiste une interdépendance forte

²⁶ Amir-Aslani, A. (2017). *Arabie saoudite : de l'influence à la décadence*, L'archipel, Paris.

²⁷ Diffalah, S. (2017). *L'establishment religieux en Arabie Saoudite est entrain de s'effondrer*, L'obs. En ligne <https://www.nouvelobs.com/monde/20171025.OBS6505/l-establishment-religieux-en-arabie-saoudite-est-en-train-de-s-effondrer.html>

entre les deux entités²⁸. La légitimation de l'État et son statut de leader du monde arabo-sunnite passe à travers le religieux. Par ailleurs, le profil démographique de l'Arabie Saoudite est en plein changement et laisse apparaître un nouveau type de jeunesse. Une grande partie de la jeunesse saoudienne s'est ouverte au monde via les réseaux sociaux ce qui les a amené à progressivement rejeter les dogmes religieux entravants²⁹. Dès lors, il y a une certaine forme de décalage qui s'installe entre des autorités religieuses rigoristes et une partie de la population saoudienne en quête de changement.

Au vu de ces différentes composantes, la troisième hypothèse peut se façonner autour d'une double dualité entre Etat-religion et modernisme-conservatisme. En effet, avec l'entrée dans une ère « après-pétrole », l'ouverture politique du régime et le changement du profil économique de l'Arabie Saoudite ouvre de nouvelles perspectives émancipatrices pour la population. La société sclérosée dans un modèle religieux rigoriste bénéficie des changements de l'appareil étatique saoudien pour se distancer progressivement de la religion. L'« après-pétrole » marque un éloignement d'une partie de la population vis à vis des comportements prescrits et proscrits par le wahhabisme.

L'évolution de la société saoudienne dans une atmosphère « après-pétrole » provoque un rejet progressif du rigorisme religieux au profit d'une émancipation des libertés individuelles. Par conséquent, l'appareil étatique prend le contrôle de l'establishment religieux afin de promouvoir un wahhabisme plus moderne. Cependant, les orientations pragmatiques de Mohammed Ben Salmane ne changent pas l'interdépendance qui existe entre l'État et les autorités religieuses.

²⁸ Lacroix, S. (06/12/2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

²⁹ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

3.3 Méthodologie

La recherche va privilégier une étude de la littérature existante dans le but de produire une forme de synthèse répondant à la question de recherche. L'exploration de la littérature occupera une place primordiale dans l'évolution de la recherche scientifique car elle permettra de consulter les données et les informations existantes liées à l'objet de recherche³⁰. Deux méthodes sont privilégiées pour récolter les données empiriques, la méthode qualitative et la méthode quantitative. Afin de produire des projections pour le futur de l'Arabie Saoudite, le travail se basera sur les données produites par les organismes internationaux ainsi que des bureaux d'étude du pays concerné. Cependant, un travail supplémentaire d'analyse et de comparaison devra être effectué afin d'étudier de manière objective la fiabilité des données délivrées par l'Arabie Saoudite³¹. En effet, il est important de pouvoir se fier à l'information récoltée et de faire preuve de jugement critique pour en déterminer la validité³². Dès lors, l'utilisation de monographie dont l'auteur et la maison d'édition sont fiables, permettra d'assurer une validité des propos. L'usage d'articles scientifiques, de revues reconnues ainsi que de périodiques comportant un certain contrôle de qualité, préserve la crédibilité des sources utilisées. Cependant, de nombreux aspects de la recherche sont politisés, ce qui amènera à nuancer les informations collectées et à tendre vers une objectivité. De plus, des entretiens apporteront des données supplémentaires sur le sujet de recherche. L'analyse de la problématique s'articulera autour de la falsification et la corroboration des hypothèses pour répondre à la question de recherche³³. Toutes les informations collectées seront résumées dans la conclusion afin de donner une réponse claire et concise à la question de recherche.

³⁰ Chevrier, J. (2003). *La spécification de la problématique. Recherche sociale : de la problématique à la recherche des données*, Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec, p. 58.

³¹ Depelteau, F. (2000). *Le temps des conjonctures ou la problématique*, Bruxelles : de Boeck, pp.166-167.

³² Université de Laval. (2018). *Evaluer la qualité des sources*. En ligne https://www.bibl.ulaval.ca/infosphere/sciences_humaines/evaeva1.html

³³ Depelteau, F. (2000). *Op cit.*

IV. Politique : Entre « révolution de palais » et influence internationale

4.1 Politique intérieure de l'Arabie Saoudite

4.1.1 « La révolution de palais » portée par le roi Salmane

Actuellement, le roi du Royaume d'Arabie Saoudite est Salmane Ben Abdulaziz, qui a succédé en 2015 à son demi-frère le roi Abdullah³⁴. Le roi Salmane favorise le revitalisme tribal najdi et est le fer de lance du hanbalo-wahhabisme en finançant l'université islamique Al-Imam Muhammad Bin Saoud, laquelle accueille chaque année 40 000 étudiants musulmans et forme le corps de la police religieuse (mutawwa)³⁵. De plus, il rompt avec la tradition monarchique saoudienne pour transformer le pouvoir dynastique en un exécutif vertical centré sur le clan des Soudeyri³⁶. En effet, les Soudeyri prennent le pouvoir sous l'impulsion du roi Salmane et évincent les familles opposées de la scène politique.

³⁴ Hughes, A. (2018). *Saudi Arabia royal family tree : Who is the crown prince of Saudi Arabia ?*, The express. En ligne <https://www.express.co.uk/news/world/902431/Saudi-Arabia-royal-family-tree-Crown-Prince-Saudi-Arabia-King-House-of-Saud>

³⁵ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

³⁶ *Ibid.*

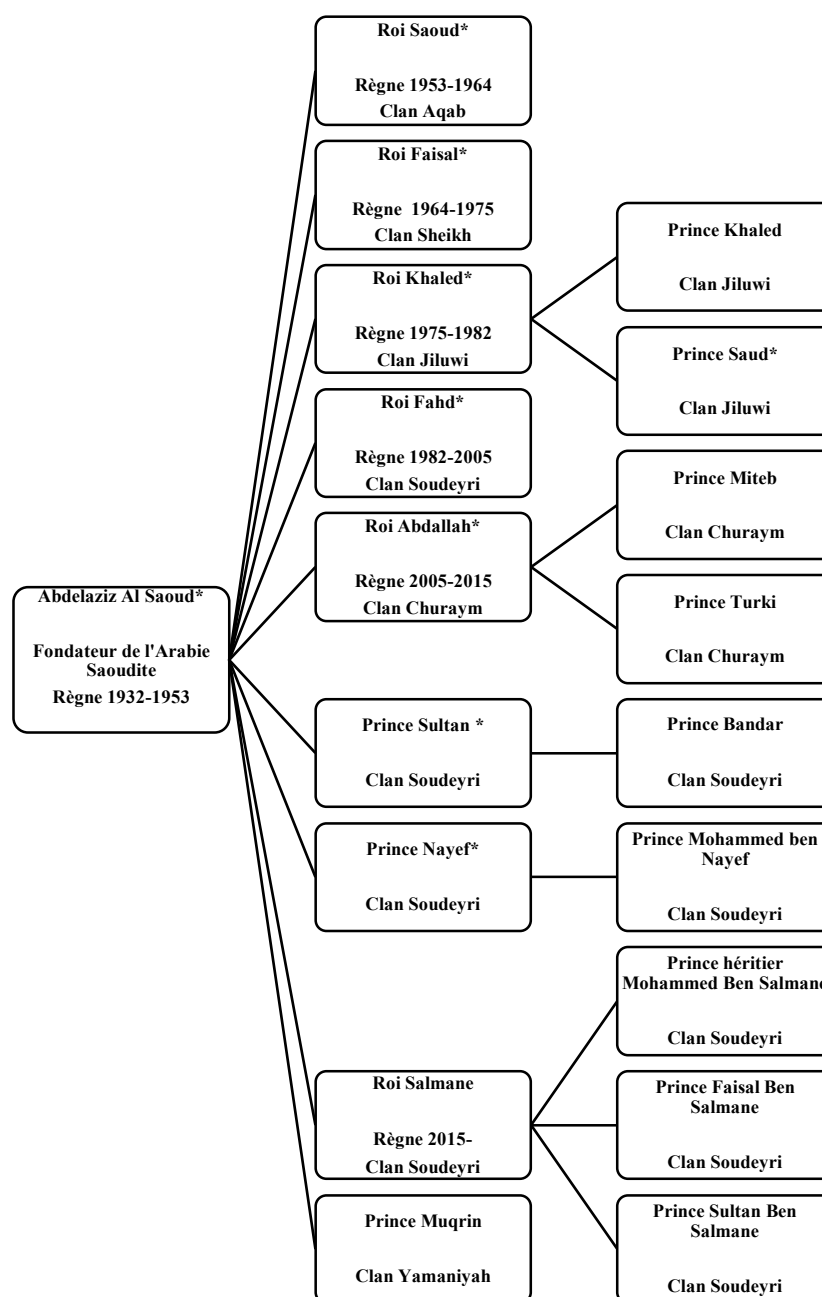


Figure 2 : Arbre généalogique de la famille Saoud³⁷. Par soucis de clarté, cette généalogie ne prend en compte que les membres imminents de la famille Saoud qui comporte plus de 20 000 princes et princesses. * Représente les membres décédés

³⁷ Elaboration de l'auteur sur base de :
 Hugues, C. (2018). *Saudi royal family*, Reuters, Saudi Press Agency. En ligne <https://www.reuters.com/article/us-saudi-succession-son-idUSKBN19C0AN>
 Gulf States News. (2017). *Saudi Arabia : Select family tree of the ruling Al Saud*, Oxford Analityca. En ligne <https://dailybrief.oxan.com/Analysis/DB227726/Gulf-monarchies-may-update-power-structures>

Le régime se fonde autour de la légitimité de la monarchie saoudienne et sur son rôle grandissant dans le monde arabe³⁸. Le roi Salmane remet en question le système de multidomination des différentes factions voulant prétendre au pouvoir afin de favoriser l'ascension de sa lignée³⁹. Ainsi, celui-ci a écarté son neveu Mohammed Ben Nayef de la succession au trône afin de promouvoir son fils Mohammed ben Salmane comme prince héritier⁴⁰. Cependant, il est essentiel de préciser que les relations au sein de la famille Saoud ainsi que les guerres d'influence sont des sujets difficiles à appréhender dans leur entièreté. En effet, les informations sont gardées confidentielles par la monarchie saoudienne et laisse donc peu de visibilité sur les problématiques dynastiques.

D'autre part, l'Arabie Saoudite ne possède pas de partis politiques, mais la fragmentation et la polarisation de la famille Saoud jouent ce rôle régulateur⁴¹. Le secteur bénévole propose une opposition informelle au pouvoir en défiant le contrôle patrimonial vertical de la famille Saoud⁴². En outre, les citoyens ne demandent pas de participation politique car ils bénéficient des rentes pétrolières sans taxation⁴³. Il y a là une forme de redevance et de loyauté de la société saoudienne à la famille Saoud qui achète « la paix sociale » grâce à son système d'État allocataire.

La technocratisation du pouvoir engendre un système décisionnel étatique plus autoritaire et monopolisé par la souveraineté. Il y a une radicalisation du système autocratique avec la création de différents Conseils bouleversant le fonctionnement

The Economist. (2017). *Understanding Saudi Arabia's new crown prince*, CAIRO. En ligne <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2017/06/22/understanding-saudi-arabias-new-crown-prince>

³⁸ Kajja, K. (2016). *L'Arabie saoudite à l'épreuve de la transition de pouvoir*, Hérodote, 160-161,(1), 195-208. doi:10.3917/her.160.0195.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Hughes, A. *Op cit.*

⁴¹ Montagu, C. (2010). *Civil Society and the Voluntary Sector in Saudi Arabia*, Middle East Journal, 64(1), 67-83. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/20622983>

⁴² *Ibid.*

⁴³ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *The perpetuation of regime security in Gulf Cooperation Council states: a multi-lens approach*, Digest of Middle East Studies, vol. 26, n. 1, pp. 150-169.

bureaucratique de l'État⁴⁴. En 2015, la création du Conseil des affaires politiques et de sécurité sous la direction de Mohammed Ben Nayef et le Conseil économique et des affaires de développement sous l'égide de Mohammed Ben Salmane, a créé une bureaucratie bicéphale afin de fluidifier la gouvernance⁴⁵.

4.1.2 Avènement du prince héritier Mohammed Ben Salmane

En 2017, Mohammed Ben Salmane (MBS) évince son rival Nayef, qui s'était opposé à son intervention militaire au Yémen et à sa relation diplomatique controversée avec le Qatar⁴⁶. Déchu manu militari de son statut de prince héritier et de ministre de l'Intérieur, Mohammed Ben Nayef se retrouve confiné dans son palais, perdant toute possibilité d'action dans la lutte antiterroriste⁴⁷. L'élévation de MBS aux dépens de son cousin, l'ancien prince héritier Mohammed Ben Nayef (MBN), est le résultat d'un complot bien organisé⁴⁸. MBN était très bien considéré par les États-Unis grâce à sa présidence entre autre lors des opérations antiterroristes contre Al-Qaïda en péninsule Arabique. De plus, il avait suivi des formations au FBI et reçu la médaille George Tornet de la CIA pour « *excellents états de service en matière de renseignement dans le domaine du contre-terrorisme et de sa contribution sans limites à la sécurité et à la paix mondiales.* »⁴⁹ Officiellement, la transition de pouvoir s'est faite en douceur avec une cérémonie où le prince héritier déchu a porté allégeance à Mohammed Ben Salmane, mais en réalité, c'est le résultat d'une longue lutte d'influence.

Actuellement, il y a un processus de concentration des pouvoirs entre les mains de Mohammed Ben Salmane qui occupe les fonctions de vice-premier ministre, de

⁴⁴ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Bourdillon, Y. (2017). *L'Arabie Saoudite réorganise sa sécurité*, Les échos. En ligne https://www.lesechos.fr/24/07/2017/LesEchos/22492-042-ECH_l-arabie-saoudite-reorganise-sa-securite.htm

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

⁴⁹ *Ibid.*

président du Conseil des affaires économiques et du Conseil d'Aramco⁵⁰. En effet, MBS a transféré toutes les fonctions de sécurité intérieure détenues par le ministère des Affaires intérieures à la Présidence de la sécurité de l'État répondant directement à sa personne⁵¹. « *Cela a éloigné du paysage de la sécurité l'une des deux entités qui, avec le ministère de la Défense (dirigé par Mohammed Ben Salmane depuis janvier 2015), ont exercé une force coercitive en Arabie Saoudite ; l'autre était la garde nationale, contrôlée depuis 1962 par le prince (plus tard le roi) Abdullah et depuis 2011 par son fils, Miteb, et considérée comme une force d'élite qui réprimerait toute agitation interne dans le royaume. Mohammed ben Salmane a l'occasion d'unifier, pour la première fois, les structures militaires et de sécurité jusqu'alors disparates en Arabie Saoudite, et de renforcer encore son emprise sur le pouvoir* »⁵². La fragmentation de la monarchie amenant une polarisation de la scène politique se voit effacée progressivement au profit d'une gouvernance restreinte⁵³. En effet, il y a une neutralisation progressive des différentes factions de la famille Saoud au profit de Mohammed Ben Salmane. Le prince héritier est en train de complètement modifier et de redéfinir la nature même du régime saoudien⁵⁴. En réalité, le mode de gouvernance monarchique horizontal et collégial est passé à une verticalité où le pouvoir exécutif est détenu par un seul homme. Pour se faire, Mohammed Ben Salmane rompt avec la tradition en écartant de la scène politique toutes les familles opposées à son régime mais aussi en détruisant les contre-pouvoirs au sein même d'appareil étatique saoudien⁵⁵.

En outre, Mohammed Ben Salmane en deux ans de règne a eu l'occasion de commettre quelques actions, jugées par certains analystes, comme étant maladroites

⁵⁰ Bourdillon, Y. (2017). *L'Arabie Saoudite réorganise sa sécurité*, Les échos. En ligne https://www.lesechos.fr/24/07/2017/LesEchos/22492-042-ECH_l-arabie-saoudite-reorganise-sa-securite.htm

⁵¹ Ulrichsen, K. (2017). *What the hell just happened in Saudi Arabia ?*, Politicomagazine. En ligne <https://www.politico.com/magazine/story/2017/11/06/saudi-arabia-mohammed-bin-salman-215792>

⁵² *Ibid.*

⁵³ Lacroix, S. (2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

que ce soit avec le Yémen, le Qatar, le conflit israélo-palestinien ou l'Iran⁵⁶. Le prince héritier se montre parfois inexpérimenté dans les affaires internationales, faisant preuve d'impulsivité, de témérité et ne créant pas de lien entre stratégie et tactique⁵⁷. Par ailleurs, le développement du fonds souverain saoudien est un élément emblématique de l'expansion du leadership saoudien et de son appétit particulier pour le risque⁵⁸. La centralisation du pouvoir et des ressources de l'État vers des institutions et des individus novices est jugée particulièrement risquée⁵⁹. De plus, l'adoption généralisée du modèle d'entreprise moderne met beaucoup d'œufs dans un petit nombre de paniers accentuant ainsi le danger⁶⁰.

L'ascension de Mohammed Ben Salmane est accueillie positivement par la majorité de la jeunesse saoudienne car il incarne la modernisation d'un modèle social et économique dépassé. De plus, il met un terme à la gérontocratie qui règne dans la monarchie saoudienne depuis plus d'un demi-siècle⁶¹. Le prince héritier a annoncé la fin des monopoles et une plus grande contribution fiscale des plus riches. Alors que les plus pauvres seraient protégés et pourraient participer aux appels d'offres publiques, ce jusque dans les secteurs de la santé et de l'éducation, que l'État prévoit d'ailleurs de privatiser⁶². En effet, en 2016, Mohammed Ben Salmane a lancé le plan « Vision 2030 » visant à sevrer le royaume de son « addiction » au pétrole, à diversifier l'économie et à combattre la corruption de l'appareil administratif⁶³. « *Le principal objectif de Vision 2030 est de réduire la dépendance du Royaume aux revenus volatiles*

⁵⁶ Miller, A., Sokolsky, R. (2017). *Saudi Arabia's new crown prince is a bumbling hothead. Trumps needs to treat him like one*, Politico Magazine. En ligne <https://www.politico.com/magazine/story/2017/06/29/saudi-arabias-crown-prince-trump-foreign-policy-215321>

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Cornell, P. (2018). *The Saudi Public Investment Fund: The Emerging Financial Vehicle Behind Vision 2030*, Atlantic Council. En ligne <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/the-saudi-public-investment-fund-the-emerging-financial-vehicle-behind-vision-2030>

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

⁶² Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

⁶³ *Ibid.*

*du pétrole et de favoriser ceux d'un secteur privé dynamisé par la création de zones franches pour développer le tourisme local*⁶⁴». Si le pays peut réaliser si rapidement une transformation économique aussi généralisée et si ce pari apporte des avantages concrets à la population saoudienne, ce sera perçu comme un coup de maître de la part du prince héritier⁶⁵. Il faut préciser que le prince héritier sera probablement le premier dirigeant saoudien à faire face à la fin du modèle pétrolier régissant la société depuis des années⁶⁶.

4.2 Relations régionales et internationales de l'Arabie Saoudite : une analyse géopolitique

Avec l'avènement du prince héritier Mohammed Ben Salmane, la politique extérieure saoudienne est entrée dans une optique de confrontation⁶⁷. Les différentes réformes politiques internes ont une répercussion sur la nouvelle place que Riyad veut conquérir sur la scène internationale. Afin de cerner ce revirement politique, cette partie va analyser la diplomatie régionale en mettant un point d'orgue sur le conflit yéménite pour après donner un bref aperçu de l'Arabie Saoudite dans l'ordre régional.

4.2.1 Guerre au Yémen : un complexe régional de sécurité

L'Arabie Saoudite a souvent considéré le Yémen comme un frère ennemi, certes gouverné par un pouvoir sunnite avant 2011, il reste une source d'instabilité à

⁶⁴ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

⁶⁵ Cornell, P. (2018). *The Saudi Public Investment Fund: The Emerging Financial Vehicle Behind Vision 2030*, Atlantic Council. En ligne <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/the-saudi-public-investment-fund-the-emerging-financial-vehicle-behind-vision-2030>

⁶⁶ Ulrichsen, K. (2017). *What the hell just happened in Saudi Arabia ?*, Politicomagazine. En ligne <https://www.politico.com/magazine/story/2017/11/06/saudi-arabia-mohammed-bin-salman-215792>

⁶⁷ Belvedere, S., Schifanoia, V. (2017). *Political turmoil in Saudi Arabia : Implications for the region*, European university institute. En ligne <http://middleeastdirections.eu/political-developments-saudi-arabia-implications-region/>

ses frontières⁶⁸. Par ailleurs, l'accroissement de l'influence de Téhéran sur les mouvements insurrectionnels a créé en Arabie Saoudite la crainte d'une fortification du chiisme et de son influence en péninsule Arabique. Dès lors, Mohammed Ben Salmane a formé une coalition arabo-sunnite afin d'intervenir militairement sur le territoire yéménite pour rétablir la présidence pro-saoudienne de Hadi⁶⁹. Riyadh appuie son action avec la participation de la Ligue des États arabes, le CCG (Conseil de coopération du Golfe) ainsi que partiellement la « communauté internationale ». Tous ces éléments amènent à un concept de sécurité qui illustre la situation à laquelle fait face Riyadh dans ses opérations au Yémen. L'utilisation du « *complexe de sécurité* » nécessite une précision comme étant « *un ensemble d'États dont les préoccupations de sécurité sont à ce point liées que leurs problèmes de sécurité nationale ne peuvent raisonnablement être analysés ou résolus séparément les uns des autres* »⁷⁰.

En 2015, la transition de pouvoir en Arabie Saoudite voit le couronnement de Salmane ben Abdelaziz Al Saoud et une augmentation de pouvoir du clan des Soudeyri⁷¹. Ce nouveau pouvoir amène une restructuration drastique du pouvoir avec un remaniement des autorités du pays. Dès lors, le conflit yéménite est une façon pour le nouveau roi d'assurer sa position aux commandes de l'État. En effet, en sécurisant les frontières de l'État et en préservant l'intégrité territoriale, le monarque aspire à consolider sa position et à démontrer sa force. Le Yémen abrite des groupuscules terroristes hostiles à Riyadh, mais aussi des groupes chiites proches de l'Iran, l'ennemi confessionnel par excellence⁷². Le but étant de prouver à la population la capacité d'action militaire et diplomatique de l'Arabie Saoudite dans la péninsule Arabique. Pour se faire, l'Arabie Saoudite dispose d'alliés au sein de la communauté arabo-

⁶⁸ Rigoulet-Roze, D. (2008). *Le jeu ambigu de Téhéran face à la rébellion chiite au Yémen*, Les Cahiers de l'Orient, vol. 90, n. 2, pp. 69-82.

⁶⁹ Ottaway, D. (2015). *Saudi Arabia's Yemen War Unravels*, The National Interest, En Ligne, nationalinterest.org/feature/saudi-arabias-yemen-war-unravels-12853

⁷⁰ Buzan, B. (1983). *People, States and Fear The National Security Problem in International Relations*, Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press.

⁷¹ Bonnefoy, L. (2016). *Les faux-semblants de la guerre au Yémen*, Esprit, vol. septembre, n. 9, pp. 7-10.

⁷² Mermier, F. (2017). *La dislocation du Yémen*, Esprit, vol. décembre, n. 12, pp. 13-17.

sunnite pouvant assurer un soutien logistique et militaire⁷³. Cette coalition composée de nombreux États de la péninsule Arabique comme les Émirats arabes unis, le Bahreïn et bien d'autres, regroupe une force militaire conséquente.

L'Arabie Saoudite veut apparaître comme garant effectif de la sécurité et de la stabilité dans la péninsule Arabique afin de pouvoir contrôler toute influence extérieure⁷⁴. Cela place Riyad en rivalité avec l'Iran car elle ne peut pas perdre le contrôle du Yémen au profit d'une puissance chiite. En effet, la monarchie Saoud joue sa place de leader du monde arabo-sunnite et veut démontrer sa capacité à devenir le contrepoids militaire de l'expansion persano-chiite⁷⁵. De plus, cet objectif permet de garder une relation de confiance avec les États-Unis assurant un soutien dans sa politique régionale⁷⁶. Le Yémen est devenu une zone d'influence et de rivalités entre l'Iran et l'Arabie Saoudite⁷⁷. L'Arabie Saoudite, soutenant le président démissionnaire Hadi, cherche à rétablir son pouvoir afin de s'assurer le contrôle des provinces yéménites. Dès lors, d'un point de vue opérationnel, l'État saoudien tente de défaire les forces houthistes et pro-Saleh proche du pouvoir iranien afin d'endiguer ce mouvement insurrectionnel. De plus, la coalition arabo-sunnite tente de reprendre le contrôle de la capitale Sanaa après la reconquête réussie du centre économique Aden⁷⁸. En outre, la mise en place de l'opération « Tempête décisive » suivie par l'opération « Restore hope » montre tous les moyens tant militaires que diplomatiques mobilisés par l'Arabie Saoudite⁷⁹.

⁷³ Amelot, L. (2015). *Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran*, Outre-Terre, vol. 44, n. 3, pp. 329-338.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ International Crisis Group (ICG). (2015). *Yemen at war*, Middle East Briefing, n. 45.

⁷⁷ Mermier, F. (2017). *Op cit.*

⁷⁸ Astié, P., Breillat, D., Lageot, L. (2017). *Repères étrangers. (1^{er} juillet – 30 septembre 2016)*, Pouvoirs, vol. 160, n. 1, pp. 137-156.

⁷⁹ Bonnefoy, L. (2016). *Les faux-semblants de la guerre au Yémen*, Esprit, vol. septembre, n. 9, pp. 7-10.

4.2.2 Relation avec les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)

Le but de Riyad est de préserver le statu quo politique et d'assurer la survie des pouvoirs de nature tribalo-dynastique au sein du CCG (Conseil de Coopération du Golfe)⁸⁰. Le rôle de gardienne d'une citadelle assiégée dans un complexe régional de sécurité donne aux Saoudiens une place de meneur du Conseil. Avec l'avènement du clan Salmane, « *le soft power financier et religieux est substitué à un interventionnisme hybride mêlant aux actions militaires unilatérales ou multilatérales combinées à des aides humanitaires et financières* »⁸¹. Au niveau régional, il y a une certaine interdépendance tant la sécurité, la stabilité et l'économie sont liées entre les pays. En effet, il y a dans les pays du Golfe une interaction économique forte, par exemple, une augmentation de 1% de la croissance économique en Arabie Saoudite amène 8% de croissance aux autres pays du Conseil de Coopération du Golfe⁸². Cependant, cette organisation est loin d'être intégrée à cause des rivalités interétatiques et de nombreux projets abandonnés (monnaie commune, défense intégrée, union politique)⁸³.

« *La campagne diplomatique et économique contre le Qatar peut aussi s'interpréter comme une initiative expansionniste dans le cadre de l'effort des Saoudiens et des Émiratis pour contrer ce qu'ils présentent comme l'influence iranienne* »⁸⁴.

Le conflit entre le Qatar et l'Arabie Saoudite basé officiellement sur la condamnation par Riyad du financement de groupuscules terroristes par Doha n'est qu'une façade. D'un côté, Riyad tient un discours considéré comme insidieux en sachant que des entités saoudiennes auraient financé des organisations terroristes et de l'autre, Mohammed Ben Salmane cherche à empêcher le Qatar de mener une politique

⁸⁰ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

⁸¹ *Ibid*

⁸² al-Mawali, N. (2015). *Intra-Gulf Cooperation Council: Saudi Arabia effect*. Journal of economic integration, pp.532-552.

⁸³ Dazi-Héni, F. (2017). *Op cit*.

⁸⁴ Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

étrangère indépendante⁸⁵. La lutte d'influence entre le Qatar et l'Arabie Saoudite ne date pas d'aujourd'hui : l'émirat du Qatar est le siège régional du Centcom américain, le Qatar partage avec l'Iran un gisement gazier *offshore* qui fait sa fortune. L'Arabie Saoudite est un pays wahhabite très offensif contre la Syrie, principal allié de l'Iran⁸⁶. L'Arabie Saoudite accuse le Qatar d'utiliser la chaîne d'information Al-Jazeera qui délivre des informations sur les monarchies du Golfe, sur Daech et sur Al-Qaïda⁸⁷. De plus, Doha est pointé du doigt pour son rapprochement avec les Frères musulmans classés comme « groupe terroriste » par les Saoudiens, mais aussi pour sa diplomatie d'équilibre sur l'axe arabo-persique⁸⁸. Pour ces entités (Daech, Al-Qaïda et les Frères musulmans), l'Arabie Saoudite est considérée comme impie tant dans sa souveraineté que dans son contrôle des lieux saints de l'islam⁸⁹. Selon elles, le djihad est offensif et est autorisé à faire des victimes parmi les musulmans⁹⁰. En outre, il y a une volonté d'assujettir cet État arabe en empêchant tout rapprochement avec l'Iran (comme le Bahreïn auparavant) afin d'asseoir leur hégémonie dans tout le golfe Persique⁹².

« Les offensives saoudiennes contre le Yémen et le Qatar semblent moins relever d'un plan de domination régionale que d'une opération défensive destinée à attiser l'hostilité aux Iraniens et aux chiïtes à l'intérieur, alors même que l'influence iranienne est largement imaginaire⁹³. »

⁸⁵ Miller, A., Sokolsky, R. (2017). *Saudi Arabia's new crown prince is a bumbling hothead. Trumps needs to treat him like one*, Politico Magazine. En ligne <https://www.politico.com/magazine/story/2017/06/29/saudi-arabias-crown-prince-trump-foreign-policy-215321>

⁸⁶ Jacques-Jocelyn, P. (2017). *Arabie Saoudite, la guerre des trois n'a pas eu lieu*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 51-60.

⁸⁷ Conesa, P. (2017). *Arabie Saoudite: faux ami ou vrai ennemi ?*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 61-69.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Jacques-Jocelyn, P. (2017). *Op Cit.*

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Cfr. Infra*

⁹² Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

⁹³ *Ibid.*

4.2.3 La place de Riyad sur la scène internationale

Les Saoudiens et les États-Unis

La relation Riyad-Washington a perdu ses deux fondements historiques, la perception commune de la Guerre froide et l'intérêt américain sur l'industrie pétrolière saoudienne⁹⁴. Les Saoudiens sont conscients de la similitude de leurs objectifs avec les États-Unis dans la région du Golf. Dès lors, le soutien américain en cas de crise est assuré, mais l'obtention d'un engagement de défense contraignant avec Washington reste presque impensable vu la politique intérieure américaine⁹⁵. Riyad a compensé sa faiblesse militaire relative en s'appuyant sur ses vastes réserves pétrolières et sa position stratégique pour fournir la base d'une alliance avec les États-Unis, bien que ce pays soit menacé de délégitimation nationale et régionale⁹⁶. En outre, les efforts soutenus par les États-Unis pour créer une structure de défense efficace fondée sur le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) n'ont pas abouti à une stratégie unifiée ou à une force militaire intégrée⁹⁷. Par ailleurs, le rapprochement avec Washington se poursuit afin de renforcer sa position dans le combat avec l'Iran et la destruction des groupuscules terroristes islamiques. En mai 2017, l'Arabie Saoudite fit une promesse de dépense en armement américain de 350 milliards de dollars sur 10 ans, dont 10 milliards de suite⁹⁸. Riyad est le pays qui a les plus fortes dépenses militaires en pourcentage du PIB et sa détention de réserves colossales de pétrole en fait un allié important pour les États-Unis. Sous la présidence de Trump, « *le processus de désengagement des conflits dans la région n'est pas remis en cause, mais l'aversion du nouveau président américain pour le régime iranien, sa diabolisation de l'islam radical, qu'il entend éradiquer et son rejet de l'islam politique convergent pour*

⁹⁴ Gause, G. (2011). *Saudi Arabia in the new middle east*, Council on foreign relations, Council special report n.63, pp.60.

⁹⁵ Lippman, T. (2012). *Saudi Arabia on the edge: the uncertain future of an American ally*, Potomacs Books, pp. 307.

⁹⁶ Hartmann, L. (2016). *Saudi Arabia as a regional actor : threat and perception and balancing at home and abroad*, SciencesPo.

⁹⁷ Lippman, T. (2012). *Op Cit*.

⁹⁸ Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

*l'essentiel avec les inquiétudes des dirigeants saoudiens*⁹⁹ ». En outre, le régime saoudien développe son influence sur plusieurs terrains aux États-Unis : financement de chaires universitaires sur le Moyen-Orient et l'islam, dons à de grandes fondations présidentielles (comme par exemple la Fondation Clinton) et des invitations parlementaires¹⁰⁰. Par conséquent, tant que l'Arabie Saoudite gardera son statut de leader du monde arabe et sera en mesure de sécuriser le Golfe, l'alliance entre les deux pays perdurera.

La confrontation de l'axe Riyad-Téhéran

Suite à une politique saoudienne plus assertive, la situation a atteint des sommets d'antagonisme viscéral et violent entre l'Arabie Saoudite sunnite et l'Iran chiite, avec des guerres par procuration¹⁰¹. Cette nouvelle guerre froide met plus en avant une guerre d'influences paroxystiques pour le contrôle régional qu'une concurrence idéologique sur fond de dissension religieuse¹⁰². En effet, depuis la Révolution iranienne, la politique régionale saoudienne a été régie par la peur que l'Iran mobilise les chiites du monde arabe et en fin de compte, la population chiite du Royaume¹⁰³. Les préoccupations de Riyad se sont confirmées lors de la destitution de Saddam Hussein, bastion sunnite de l'Irak, par les forces américaines créant une nouvelle source d'instabilité dans la région¹⁰⁴. De plus, l'accord sur le nucléaire iranien n'a pas rassuré les autorités saoudiennes amenant un climat de guerre froide entre la puissance chiite et la puissance sunnite¹⁰⁵. Les Saoudiens craignent un rapprochement entre les États-Unis et l'Iran qui affaiblirait leur position de leader sunnite dans la région. Par ailleurs, les relations bilatérales ont atteint un nouveau point de tension

⁹⁹ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

¹⁰⁰ Conesa, P. (2017). *Arabie Saoudite: faux ami ou vrai ennemi ?*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 61-69.

¹⁰¹ Gardner, D. (2016). *Saudi's Friendships Show American Influence Waning*, Financial Times. En ligne <https://www.ft.com/content/aeae3dcc-f7fa-11e5-803c-d27c7117d132>

¹⁰² Dazi-Héni, F. (2017). *Op cit.*

¹⁰³ Hartmann, L. (2016). *Saudi Arabia as a regional actor : threat and perception and balancing at home and abroad*, SciencesPo.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Steinberg, G. (2014). *Leading the counter-revolution: Saudi Arabia and the arab spring*, German institute for international and security affair, SWP research paper, 7.

avec la mort de pèlerins iraniens lors d'une altercation à La Mecque et l'exécution du cheikh Nimr al-Nimr en 2016¹⁰⁶.

« The rise of new Saudi leadership together with the Iranian strategy to strengthen its presence in different areas in the Middle East are likely to lead to further regional instability. Hence there is a need for policies to freeze and de-escalate the current confrontation between Iran and Saudi Arabia, allowing for a platform upon which Iran, SA and other regional powers can negotiate¹⁰⁷ ».

Une perception biaisée de l'Arabie Saoudite

Par ailleurs, la politique étrangère de l'Arabie Saoudite est souvent décriée pour son caractère opaque. L'action religieuse saoudienne est dénoncée par de nombreux États musulmans considérant cela comme une extension de son soft power¹⁰⁸. En effet, il y a une méfiance des États arabes sur les ambitions hégémoniques saoudiennes qui cherchent à amener une intégration plus profonde entre les pays du Golfe¹⁰⁹. Cependant, l'expansion transnationale saoudienne ne peut se limiter à la sphère religieuse car cette politique fut aussi stimulée par des personnalités princières et des donateurs privés mettant en exergue le manque de contrôle central du régime dans la diffusion du « Soft power »¹¹⁰. De plus, l'information controversée selon laquelle les Saoudiens ont financé et diffusé l'idéologie salafiste djihadiste pose un point d'interrogation sur la nature de la politique religieuse du pays¹¹¹. Le pays est aussi confronté à la polémique suite aux épisodes de violations des droits de l'Homme

¹⁰⁶ Miller, A., Brodsky, J. (2016). *Saudi Arabia and Iran's forever fight*, Foreign affairs. En ligne <https://www.foreignaffairs.com/lists/2016-01-13/saudi-arabia-and-irans-forever-fight>

¹⁰⁷ Belvedere, S., Schifanoia, V. (2017). *Political turmoil in Saudi Arabia : Implications for the region*, European university institute. En ligne <http://middleeastdirections.eu/political-developments-saudi-arabia-implications-region/>

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Hartmann, L. (2016). *Saudi Arabia as a regional actor : threat and perception and balancing at home and abroad*, SciencesPo.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Dasquié, G. (2017). *Sur la piste des armes de Daech*, Journal du dimanche. En ligne <https://www.lejdd.fr/international/moyen-orient/sur-la-piste-des-armes-de-daech-3388985>

sur son territoire avec des exécutions publiques, la destruction d'instruments de musique, un statut de la femme dégradé et une stigmatisation des autres religions¹¹². Dans cette optique, Mohammed Ben Salmane tente de changer cette image d'une nation insulaire et intolérante afin de mettre en avant le modernisme saoudien. En effet, l'Arabie Saoudite souffre d'une image dévalorisée dans l'opinion internationale en grande partie due aux malentendus accumulés sur son nom¹¹³. Que ce soit la confusion entre terrorisme et wahhabisme, l'appellation « Etat bédouin¹¹⁴ » ou encore la perception d'une puissance tyrannique de la péninsule Arabique, Mohammed Ben Salmane cherche à montrer un nouveau visage du Royaume d'Arabie Saoudite.

¹¹² Conesa, P. (2017). *Arabie Saoudite: faux ami ou vrai ennemi ?*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 61-69.

¹¹³ Jacques-Jocelyn, P. (2017). *Arabie Saoudite, la guerre des trois n'a pas eu lieu*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 51-60.

¹¹⁴ Blin, L. (2018). *L'Arabie Saoudite, un « Etat contre les bédouins »*, OrientXXI. En ligne <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/l-arabie-saoudite-un-etat-contre-les-bedouins,2235>

V. Économie

5.1 Évolution de l'économie en Arabie Saoudite

5.1.1 Caractéristiques de l'économie saoudienne

La vulnérabilité de l'État saoudien est due à la faiblesse structurelle du système rentier qui caractérise son système politique¹¹⁵. Le système rentier qui a commencé au début du développement du secteur pétrolier est devenu la base du pouvoir politique du pays. Si l'on se réfère à la définition spécifique d'un État rentier, considérant l'Arabie Saoudite comme un État « allocataire », le flux de revenus provenant du pétrole et de l'industrie pétrochimique est utilisé pour acheter la paix sociale¹¹⁶.

« The accumulation of capital at the state level has permitted the regimes to perpetuate the rentier system which assures the authority of the monarchs and maintains the security of the ruling family.¹¹⁷ »

L'État est un employeur majeur de l'économie, mais il y a une coexistence compliquée avec les nationaux et les travailleurs immigrés. En effet, les étrangers ont des connaissances technologiques dans la gestion de l'économie qui font défaut à la main-d'œuvre locale¹¹⁸. La problématique entre l'État et l'économie est liée à l'exportation d'hydrocarbures qui a inhibé la nécessité pour l'État de diversifier ses secteurs d'activités¹¹⁹. Par conséquent, les instances gouvernementales allouent des subventions financières à la population provenant des rentes pétrolières afin d'assurer son monopole du pouvoir. Ce rôle d'État allocataire est devenu insoutenable avec les fluctuations du marché pétrolier et la diminution du prix du baril de plus de 70\$ entre

¹¹⁵ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *The perpetuation of regime security in Gulf Cooperation Council states: a multi-lens approach*, Digest of Middle East Studies, vol. 26, n. 1, pp. 150-169.

¹¹⁶ Beblawi, H. (1987). *The rentier state in the Arab world*, Arab Studies Quarterly, pp. 383-398.

¹¹⁷ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *Op Cit.*

¹¹⁸ Beblawi, H. (1987). *Op Cit.*

¹¹⁹ Hvidt, M. (2013). *Economic diversification in the GCC countries : Past record and future trends*, Governance and globalisation in Gulf states, London School of Economics and Political Sciences.

2013 et 2016¹²⁰. Malgré l'augmentation de la production de pétrole brut, l'Arabie Saoudite n'est plus en mesure de compenser la baisse des prix du pétrole. En outre, la volatilité du marché des hydrocarbures est une réalité qui a toujours existée et qui a été contrôlée par le Royaume d'Arabie Saoudite à l'aide de pratique fiscale avisée¹²¹.

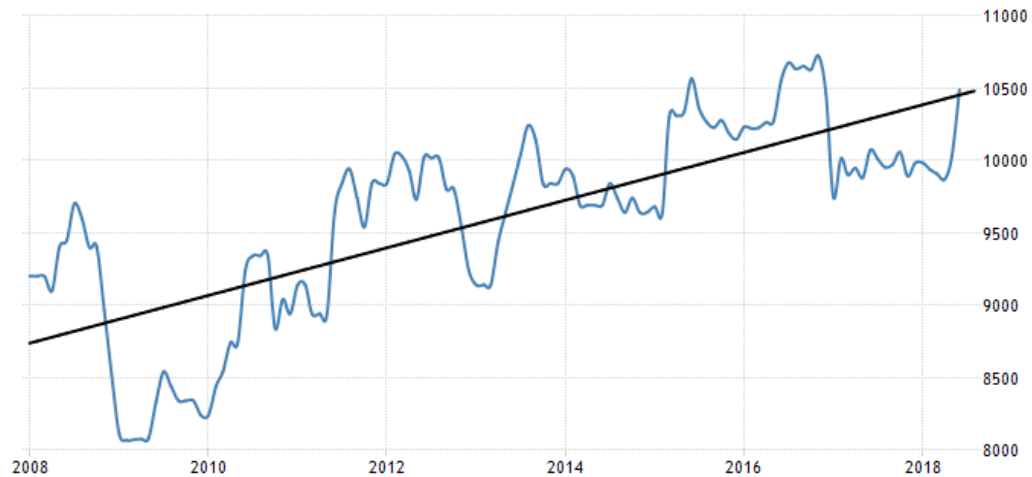


Figure 3 : Production de pétrole brut de l'Arabie Saoudite 2008-2018¹²². Le graphique calcule le nombre de baril par jour multiplié par 1000 (Bbl/J/10³).

« The threat of low oil prices has been acknowledged for decades across the Gulf, but the accumulated reserves were large and the global demand remained consistent, so policymakers did not feel an urgency to make structural changes that would empower citizens and loosen regime authority¹²³ ».

¹²⁰ Cours du baril. (2018). *Cours du pétrole entre 2013 et 2018*, prixdubaril.com. En ligne <https://prixdubaril.com/comprendre-petrole-cours-industrie/66049-mars-2018-prix-petrole-augmente-un-peu.html>

¹²¹ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *The perpetuation of regime security in Gulf Cooperation Council states: a multi-lens approach*, Digest of Middle East Studies, vol. 26, n. 1, pp. 150-169.

¹²² TradingEconomics. (2018). *Arabie Saoudite: production de pétrole brut*. En ligne <https://fr.tradingeconomics.com/saudi-arabia/crude-oil-production>

¹²³ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *Op Cit.*

5.1.2 Une restructuration économique en plein essor

Les origines du projet de restructuration économique

L'aube des années 2000 avait déjà vu l'émergence de projets comme la « New Strategy » visant à rationaliser les dépenses de ministères, s'attaquer au problème de la raréfaction de l'eau et construire des réserves de nourriture suffisantes¹²⁴. En réalité, l'économie avait déjà observé des modifications avec l'arrêt de certaines exploitations minières afin de subventionner les entreprises performantes d'autres secteurs¹²⁵. Cependant, ces changements n'étaient que mineurs et n'étaient pas construits sur le long terme. Par exemple, le secteur industriel a connu un développement stable mais pas assez rapide pour concurrencer l'exportation des autres pays¹²⁶. De plus, l'investissement public dans l'agroalimentaire fut vite diminué car il profitait aux entreprises internationales et non à l'économie saoudienne pourvue d'un faible système de taxation, principalement en raison de la main-d'œuvre étrangère et de la politique fiscale réduite dans le Royaume ne favorisant pas l'impôt¹²⁷. En effet, l'un des points faibles de la structure des revenus en Arabie Saoudite est l'absence d'un système d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, ce qui renforceraient considérablement le dynamisme du système fiscal¹²⁸. Cependant, l'introduction récente de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) stimule les recettes intérieures saoudiennes qui étaient limitées aux charges et aux amendes qui, contrairement aux impôts directs, n'apparaissent pas dans le PIB nominal¹²⁹.

D'un point de vue macroéconomique, un facteur qui a probablement entravé la diversification économique est l'arrimage du taux de change du riyal saoudien au dollar américain depuis 1987¹³⁰. En effet, l'ancrage du taux de change avec le dollar a

¹²⁴ Brun, M., Calvary, R. (2016). *En Arabie Saoudite, une révolution de palais synonyme de remise en cause du modèle agricole?*. Confluences Méditerranée, 98, (3), 189-200. doi:10.3917/come.098.0189.

¹²⁵ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Brun, M., Calvary, R. (2016). *Op Cit.*

¹²⁸ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Op Cit.*

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

bénéficié sans aucun doute à l'économie saoudienne ces dernières années, mais pourrait être un facteur ayant ralenti le développement commercial antérieur. Le taux de change n'est pas l'élément le plus révélateur pour déterminer la compétitivité internationale surtout pour l'Arabie Saoudite dont les problèmes sont de nature structurelle¹³¹. Cependant, les nouvelles mesures régulant la compétitivité internationale désavantagent Riyad qui est passé de la 24^{ème} place à la 30^{ème} place au classement de compétitivité en 2017¹³².

« While in the current circumstances a change in the dollar peg is not an urgent policy issue, introducing some flexibility into the exchange regime could become more pressing in the coming years. This is because as the Saudi economy undergoes important structural changes that expand the relative share of a market driven private sector activity, considerations of economic efficiency rise in importance and this in turn requires greater dependence on market signals, including from the exchange rate, in the allocation of resources. In addition, as fiscal pressures subside and with the gradual buildup of technical policy institutions, reconsideration of the peg may become appropriate to help support the drive for diversification¹³³. »

Entre dépendance au pétrole et développement financier

Par ailleurs, les efforts de l'Arabie Saoudite pour consolider ses finances publiques et relancer sa croissance économique sont encore liés aux prix du pétrole. Selon un rapport du FMI (Fonds Monétaire International), Riyad a besoin d'un baril à 88 dollars pour équilibrer son budget national¹³⁴. Cependant, l'indice « Brent Crude » qui est une référence de valeur commerciale du pétrole pour les achats dans le monde est en dessous de la barre des 80 dollars¹³⁵. Cela signifie que l'Arabie Saoudite doit injecter des actifs financiers en provenance des fonds souverains saoudiens pour éviter

¹³¹ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹³² World Economic Forum. (2017). *The global competitiveness report 2017-2018*. En ligne <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2017-2018>

¹³³ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Op Cit*.

¹³⁴ Sergie, M. (2018). *Saudi Arabia's economic revamp is still an oil story*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-16/u-s-sanctions-head-of-hezbollah-in-joint-action-with-qatar-jh9ilw52>

¹³⁵ *Ibid*.

un budget national déficitaire. En outre, cette hausse du prix d'équilibre qui était estimé à 70\$ en octobre 2017 est le reflet des dépenses publiques visant à relancer la croissance économique via le programme « Vision 2030 »¹³⁶. En effet, en 2017, l'Arabie Saoudite avait observé une diminution de 0,7% de son PIB¹³⁷ (Produit Intérieur Brut) suite à l'effondrement des cours du pétrole et des programmes de diversification économique. En résumé, pour que l'Etat saoudien puisse continuer à investir dans des projets de diversification économique sans devoir sortir de l'argent du fonds souverain, le prix du baril devrait idéalement être fixé à 88\$.

Le fonds souverain de l'Arabie Saoudite s'attend à ce que le prix d'équilibre descende à 80 dollars en 2019¹³⁸. En outre, les projections saoudiennes sur une hausse du secteur non pétrolier en 2017 étaient de 1,7%, mais au final stagnent à 1%¹³⁹. Quant au secteur pétrolier, Riyad espérait une diminution de maximum 1,9%, mais au final il y a une décroissance de 3% dans le secteur¹⁴⁰. Par conséquent, l'augmentation du secteur non pétrolier ne compense pas le déclin de l'industrie pétrolière, ce qui oblige le fonds souverain à injecter des actifs financiers afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. En effet, le solde budgétaire hors pétrole qui mesure la capacité avec laquelle les recettes intérieures peuvent soutenir les dépenses gouvernementales est déficitaire¹⁴¹. Toutefois, le déficit non pétrolier a culminé à 62% en 2014 pour ensuite diminuer drastiquement à 39% en 2017 suite au raffermissement fiscal¹⁴².

Par contre, l'équilibre non pétrolier, qui exclut les recettes tirées des exportations d'hydrocarbures, donne une meilleure idée des progrès réalisés dans la

¹³⁶ Sergie, M. (2018). *Saudi Arabia's economic revamp is still an oil story*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-16/u-s-sanctions-head-of-hezbollah-in-joint-action-with-qatar-jh9ilw52>

¹³⁷ International Monetary Fund. (2018). *World economic outlook: Cyclical upswing structural change*, World economic and financial surveys, Washington DC.

¹³⁸ Sergie, M. (2018). *Op cit.*

¹³⁹ International Monetary Fund. (2018). *World economic outlook: Cyclical upswing structural change*, World economic and financial surveys, Washington DC.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁴² *Ibid.*

diversification des recettes publiques¹⁴³. Pour l'Arabie Saoudite, le déficit devrait atteindre environ 39% du PIB non pétrolier en 2018, contre 37% en 2017, selon les données du FMI¹⁴⁴. Néanmoins, cette baisse exagère la diversification économique, car les exportations non pétrolières sont composées en grande partie de métaux lourds et de produits pétrochimiques profitant de l'énergie à bas prix¹⁴⁵.

D'un côté financier, les cotes de crédits accordées aux États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ne sont plus calculées totalement en fonction du prix du pétrole mais aussi avec l'impact des réformes sur l'économie¹⁴⁶. Les sociétés de crédit accordent de l'importance à la détermination institutionnelle des pays à implémenter des politiques visant à diversifier leurs économies¹⁴⁷. En effet, l'accord d'un crédit se fait sur base de quatre facteurs : la solidité des comptes, la force institutionnelle, la fiscalité et la capacité à résister à des chocs¹⁴⁸. Le facteur de force institutionnelle est déterminant dans l'actuel ordre des choses car il met en exergue la capacité de Riyad à implémenter des programmes de réformes et à atteindre ses objectifs. Cette nouvelle approche de crédit force les États dépendants du pétrole à entreprendre des modifications de la composition de leurs revenus. Actuellement, l'Arabie Saoudite bénéficie d'un rapport de crédit assez équilibré avec une politique budgétaire solide, des liquidités externes substantielles, un stock de pétrole important combiné avec des coûts d'extraction faibles et une réglementation avisée du système financier¹⁴⁹. Par ailleurs, les attentes quant au futur du crédit pour l'Arabie Saoudite

¹⁴³ Sergie, M. (2018). *Saudi Arabia's economic revamp is still an oil story*, Bloomberg. En <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-02/saudi-arabia-s-economic-transformation-is-still-an-oil-story>

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁴⁶ Wachman, R. (2018). *Saudi rating to be judged on "reform progress" not oil price warns Moody's*, Arabnews. En ligne <http://www.arabnews.com/node/1303966/business-economy>

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ Moody's. (2018). *Fund and asset management: Saudi Arabia*, Moody's investors service. En ligne <https://www.moody.com/researchandratings/market-segment/funds-asset-management/-/005002/005002|0420A5/-/0/0/-/0/-/-/1/-/-/-/en/global/pdf/-/rra>

sont positives avec les différents plans de restructuration de l'économie sous l'égide de « Vision 2030 ».

Lorsque l'on parle de l'économie saoudienne, il est inévitable de parler des fonds souverains qui sont le fer de lance du programme « Vision 2030 ». Le fonds d'investissement public (FIP) est un fonds souverain du gouvernement de l'Arabie Saoudite. Fondé en 1971 comme un fonds relativement petit pour financer les entreprises saoudiennes, le FIP est rapidement devenu le dépositaire central pour stimuler à la fois les investissements à l'étranger et le développement économique du pays¹⁵⁰. En 2015, le fonds fut réorganisé pour être sous la tutelle du Conseil des affaires économiques et du développement, présidé par Mohammed Ben Salmane¹⁵¹. Le fonds d'investissement public cherche à investir dans des projets spécifiques à travers des prêts, des garanties et à l'aide d'allocations de fonds publics¹⁵². L'entreprise fournit des prêts à moyen et à long terme à des projets industriels gouvernementaux et privés de grande envergure¹⁵³. De plus, le FIP cherche à devenir l'un des fonds souverains les plus importants et les plus percutants au monde, permettant la création de nouveaux secteurs et opportunités qui façonneront la future économie mondiale, tout en conduisant la transformation économique de l'Arabie Saoudite¹⁵⁴. Le fonds d'investissement public est l'une des douze branches du programme Vision 2030 et sert de ligne de conduite pour les années 2019, 2020 et 2021. Cela afin de renforcer la position de FIP en tant que moteur de la diversification économique du Royaume et de son rôle dans la transformation de l'Arabie Saoudite en une puissance

¹⁵⁰ Cornell, P. (2018). *The Saudi Public Investment Fund: The Emerging Financial Vehicle Behind Vision 2030*, Atlantic Council. En ligne <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/the-saudi-public-investment-fund-the-emerging-financial-vehicle-behind-vision-2030>

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² S&P Global Market. (2017). *Company overview of public investment fund*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/snapshot.asp?privcapId=12455701>

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Businesswire. (2018). *Saudi Arabia's Public Investment Fund's Development & Investment Entertainment Company Signs Agreement with AMC*. En ligne <https://www.businesswire.com/news/home/20180404005929/en/Saudi-Arabia's-Public-Investment-Fund's-Development-Investment>

d'investissement mondiale¹⁵⁵. Avec un poids de 230 milliards de dollars, le fonds cherche à investir la moitié de ses actifs à l'étranger pour constituer 25% des actifs sous gestion d'ici 2020 et canaliser l'autre moitié dans des projets nationaux stratégiques et la diversification économique¹⁵⁶. Son principal but est d'accumuler la somme de 400 milliards de dollars avec la possible introduction en bourse de 5% d'ARAMCO¹⁵⁷. Comme précisé par la suite, l'IPO (Initial Public Offering) de la société pétrolière saoudienne est complexe et ralentie par le processus d'évaluation.

5.1.3 Quel avenir pour l'économie saoudienne ?

Le dernier rapport du FMI estime que la croissance du PIB de l'Arabie Saoudite en 2018 serait de 1.7%¹⁵⁸. Cette accélération de la croissance est assumée par le gouvernement qui doit mettre des ressources financières colossales pour soutenir la croissance économique. Au final, le modèle économique traditionnel saoudien avec une compensation du déficit budgétaire par les finances publiques alimentée par les revenus du pétrole reste inchangé¹⁵⁹. Ce déficit est appuyé par une diminution de plus de 80% des investissements étrangers en 2017 probablement influencé par la purge anticorruption menée par Mohammed Ben Salmane¹⁶⁰. Le défi saoudien est de développer son attractivité économique et attirer les investisseurs étrangers pour pallier à la perpétuelle injection d'actifs financiers par le fonds souverain.

¹⁵⁵ Businesswire. (2018). *Saudi Arabia's Public Investment Fund's Development & Investment Entertainment Company Signs Agreement with AMC*. En ligne <https://www.businesswire.com/news/home/20180404005929/en/Saudi-Arabia's-Public-Investment-Fund's-Development-Investment>

¹⁵⁶ Cornell, P. (2018). *The Saudi Public Investment Fund: The Emerging Financial Vehicle Behind Vision 2030*, Atlantic Council. En ligne <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/the-saudi-public-investment-fund-the-emerging-financial-vehicle-behind-vision-2030>

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ International Monetary Fund. (2018). *World economic outlook: Cyclical upswing structural change*, World economic and financial surveys, Washington DC.

¹⁵⁹ Sergie, M. (2018). *Saudi Arabia's economic revamp is still an oil story*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-16/u-s-sanctions-head-of-hezbollah-in-joint-action-with-qatar-jh9ilw52>

¹⁶⁰ Fattah, Z. (2018). *A Ghost Army of Workers Is Paid to Do Nothing in the Gulf*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-20/workers-paid-to-do-nothing-a-ghost-army-that-haunts-gulf-rulers>

Le programme « Vision 2030 » offre un panel de mesures et d'objectifs visant à réformer l'économie saoudienne. Une cible importante du programme réformateur est une augmentation des parts du secteur privé et du secteur public non lié aux hydrocarbures dans le PIB avec une part de 65% en 2030 (51% en 2014)¹⁶¹. De plus, le pourcentage d'exportations de biens hors hydrocarbures est prévu à 50% contre les 13% actuels¹⁶². Néanmoins, la méthode consistant à confier la stratégie de diversification industrielle pour sortir du tout pétrolier au ministre qui cumule les portefeuilles de l'Industrie et du Pétrole est contradictoire¹⁶³.

En outre, la consolidation budgétaire devrait couvrir le progressif retrait de l'État dans l'économie nationale en espérant que les retombées positives se feront dans le secteur privé comme prévu par le plan Vision 2030¹⁶⁴. De plus, la politique de diversification énergétique est une clé du programme de transformation économique¹⁶⁵. Le futur de l'économie saoudienne se trouve dans le succès des différentes réformes mais surtout dans la capacité du royaume à attirer des investisseurs dans son secteur privé afin de créer un secteur autonome et indépendant¹⁶⁶. Par conséquent, Riyad souhaite faire passer le message que le royaume autrefois insulaire est maintenant ouvert aux affaires internationales¹⁶⁷.

« In general, the aim of government spending would be to create the infrastructure and the legal and regulatory environment that would empower the private sector to expand into activities that are independent of government. In this manner, government would be seeking to enable the private sector to generate its own sources of growth

¹⁶¹ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

¹⁶⁴ Kingdom of Saudi Arabia. (2018). *KSA Vision 2030 : Strategic objectives and vision realization program*, Vision 2030.

¹⁶⁵ Dazi-Héni, F. (2017). *Op Cit.*

¹⁶⁶ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Op Cit.*

¹⁶⁷ Hubbart, B., Kelly, K. (2017). *Saudi Arabia's grand plan to move beyond oil: big goals, bigger hurdles*, The New York Times. En ligne <https://www.nytimes.com/2017/10/25/world/middleeast/saudi-arabias-grand-plan-to-move-beyond-oil-big-goals-bigger-hurdles.html>

*through innovation, technological deepening and interaction with the outside world*¹⁶⁸. »

Un autre défi se retrouve au niveau de l'emploi avec une volonté de diminuer le chômage de 13% en 2016 à 7% en 2030 et une augmentation de la participation des femmes sur le marché de l'emploi à 30% ¹⁶⁹. Il y a aussi une intention d'accroître le potentiel et la technique des travailleurs saoudiens pour rivaliser avec les compétences des travailleurs immigrés. Par ailleurs, Riyad doit œuvrer pour réduire l'écart salarial entre le secteur public et le secteur privé qui diminue considérablement son attractivité. Les problématiques du marché de l'emploi en Arabie Saoudite seront discutées dans la section suivante.

*« L'approche choisie pour réformer l'économie est doublement frontale. D'une part on fait appel à une expertise étrangère pour engager des réformes structurelles ; du coup, les exigences sont déconnectées de la réalité ressentie par une société saoudienne, majoritairement conservatrice, qui est dépourvue de culture du travail. D'autre part, on s'attaque aux monopoles de grands groupe privés, l'objectif étant que le PIF absorbe à terme l'essentiel de l'activité économique et que ARAMCO devienne le modèle de développement applicable à l'ensemble de l'économie saoudienne*¹⁷⁰. »

¹⁶⁸ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

5.2 Emploi

En Arabie Saoudite, le secteur public emploie la majorité de la main-d'œuvre saoudienne avec en moyenne entre 60% et 70% des travailleurs nationaux¹⁷¹. Le secteur public ne peut croître indéfiniment, le secteur privé doit être un moteur d'expansion du marché du travail en augmentant sa part de nationaux dans son personnel. De plus, le chômage est une réalité qui touche particulièrement la jeunesse diplômée et les femmes, laissant paraître des faiblesses structurelles dans le marché de l'emploi saoudien.

5.2.1 La « saoudisation » de l'emploi

Depuis le début des années 2000, il y a une volonté de gouvernement de « saoudiser » l'emploi afin de remplacer progressivement les travailleurs immigrés. Cela a été accentué en 2011 par la mise en place du programme Niqatat soumettant les entreprises à un quota allant de 5% à 30% d'effectifs nationaux¹⁷². Ce projet vise à intégrer les nationaux dans le secteur privé afin de « nationaliser » une partie de l'économie détenue par des étrangers. Par ailleurs, l'État saoudien a créé des subventions afin de privilégier les entreprises employant des salariés locaux. Une taxe sur l'immigration a été mise en place pour d'un côté, favoriser la main-d'œuvre nationale et de l'autre, lutter contre l'immigration illégale. Dès lors, le coût de la régularisation étant dispendieux pour les travailleurs moins qualifiés et plus pauvres, deux millions d'employés non régularisés ont été renvoyés dans leur pays¹⁷³. L'appareil étatique saoudien cherche à subordonner les étrangers à l'État afin de réguler toutes les formes de migrations¹⁷⁴.

¹⁷¹ Ministry of Labor and Social Development. (2016). *Saudi Arabia Labor Market Report 2016*, Kingdom of Saudi Arabia, ed. 3.

¹⁷² El Robrini, M. (2016). *Arabie Saoudite: la saoudisation des emplois en marche*, Open work. En ligne <https://www.lemonde-apres.com/fr/blog/travailler-en-arabie-saoudite>

¹⁷³ Thiollet, H. (2015). *Migration et (contre)révolution dans le Golfe : politiques migratoires et politiques de l'emploi en Arabie saoudite*, Revue européenne des migrations internationales, vol. 31,(3), 121-143.

¹⁷⁴ *Ibid.*

En moyenne, les Saoudiens ont des niveaux d'éducation et de compétences plus élevés que les travailleurs immigrés dont la majorité est employée dans des professions peu qualifiées comme dans la manufacture ou dans les tâches bureaucratiques¹⁷⁵. Cependant, le gouvernement saoudien doit mettre en place des mesures afin de réformer le système éducatif sclérosé par l'enseignement religieux. Le défi de Mohammed Ben Salmane est de produire une main-d'œuvre compétente dotée d'une mobilité et d'une motivation compétitive.

« Studies have highlighted that education in Saudi Arabia remains largely traditional, emphasizing the humanities together with a heavy dose of religious studies. For the young and widely dispersed Saudi society, this type of curriculum no doubt helped mold national identity and preserve cultural values, thereby reinforcing collective solidarity over the past decades. But indications are that the educational system has not kept up with the changes in market demand for skills and job qualifications in what is a growing and increasingly sophisticated, modern economy¹⁷⁶. »

En outre, au début de 2018, le Ministère du Travail a imposé que certains emplois dans le secteur privé soient réservés exclusivement aux candidatures de nationaux lésant fortement la main-d'œuvre étrangère¹⁷⁷. Cette politique découle de la réforme du travail adoptée par Mohammed Ben Salmane suite à une augmentation de 12% du chômage en un an¹⁷⁸. Cette « saoudisation » de l'emploi porte préjudice aux entreprises qui déclinent une réduction de 2% de leur effectif avec plus de travailleurs immigrés quittant le territoire que de nationaux rejoignant les différentes firmes¹⁷⁹. En

¹⁷⁵ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Osborne, S. (2018). Saudi Arabia bans foreigners from certain jobs to give citizens more employment opportunities, Independent. En ligne <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/saudi-arabia-foreign-workers-ban-jobs-retail-sales-citizens-nationals-employment-opportunities-a8187531.html>

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ Anderson, R. (2018). *Saudi job market to shrink in 2018*, GulfBusiness. En ligne <http://gulfbusiness.com/saudi-job-market-shrink-2018/>

effet, pour les 466.000 travailleurs immigrés ayant quitté leur fonction, seulement 103.000 Saoudiens furent embauchés¹⁸⁰.

5.2.2 Un secteur privé en crise

Le sous-développement du secteur privé saoudien ne permet pas d'intégrer la main-d'œuvre locale alors que les entreprises internationales tendent à recruter des travailleurs étrangers. En 2015, la force de travail saoudienne comptait encore 6,3 millions de travailleurs immigrés diminuant drastiquement le taux de chômage du pays¹⁸¹. Ce taux de chômage est dès lors biaisé par une force de travail non saoudienne réduisant le pourcentage de 11,5 % à 5,6% pour 2015¹⁸². De plus, les salaires du secteur privé sont nettement plus faibles et le pouvoir d'achat des travailleurs immigrés est limité étant donné qu'ils expédient l'essentiel de leurs revenus dans leur pays d'origine¹⁸³. Depuis 2014, le secteur privé ne progresse plus et les prévisions pour 2018 ne sont pas plus clémentes. Cette stagnation est principalement attribuable à la forte corrélation entre l'activité du secteur privé et les dépenses gouvernementales, en particulier les dépenses en capital, qui ont diminué de près de moitié au cours du processus d'assainissement budgétaire entre 2015 et 2018¹⁸⁴.

« La place marginale des actifs nationaux sur le marché du travail privé rend les entreprises dépendantes des dépenses publiques qui stimulent l'économie. Ainsi, la part de la consommation publique par rapport à la consommation privée en Arabie Saoudite est deux fois plus élevée que dans les pays développés et de ceux en voie de développement (non producteurs de pétrole), ce qui renforce le rôle prépondérant de l'État dans l'économie¹⁸⁵. »

¹⁸⁰ Fattah, Z. (2018). A Ghost Army of Workers Is Paid to Do Nothing in the Gulf, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-20/workers-paid-to-do-nothing-a-ghost-army-that-haunts-gulf-rulers>

¹⁸¹ Ministry of Labor and Social Development. (2016). *Saudi Arabia Labor Market Report 2016*, Kingdom of Saudi Arabia, ed. 3.

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

¹⁸⁴ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁸⁵ Dazi-Héni, F. (2017). *Op Cit.*

Ainsi, l'Arabie Saoudite est confrontée à une crise de son pacte social issu du modèle rentier¹⁸⁶. Le secteur public ne pouvant plus stimuler son développement en raison des revenus dégressifs du pétrole et la présence d'un secteur privé sous-développé et peu compétitif amène une crise de l'emploi. En 2015, le taux de chômage chez les moins de 29 ans étaient de 39 % et sans amélioration du marché du travail, ce chiffre est voué à augmenter¹⁸⁷. Cependant cela découle aussi d'attentes élevées de la jeunesse saoudienne la rendant sélective et réticente à prendre un emploi dans le privé¹⁸⁸. De plus, de nombreux Saoudiens considèrent qu'ils n'ont pas les bonnes relations pour rentrer dans le monde travail laissant paraître une forme importante de patronage dans la société¹⁸⁹. Il est intéressant de noter que si les Saoudiens sont parmi les utilisateurs les plus férus d'internet (en particulier les réseaux sociaux), l'emploi des Saoudiens dans l'industrie de l'information et de la communication est inférieur à la moyenne de l'ensemble de l'économie (37%)¹⁹⁰. Par ailleurs, la problématique des « travailleurs fantômes » touche particulièrement l'Arabie Saoudite avec une partie de fonctionnaires ne se présentant au travail que sporadiquement¹⁹¹. Ces travailleurs profitent du système du secteur public en s'offrant des horaires allégés et en diminuant considérablement leurs charges de travail pour ensuite engranger les subventions étatiques¹⁹². La population en âge de travailler ne cesse de croître et le secteur privé doit lui offrir des conditions plus attractives afin de pallier à cette carence¹⁹³. Une récente étude du bureau McKinsey&Co a estimé que pour créer 6 millions de jobs en 2030, un investissement de plus de 4 milliards de dollars serait nécessaire¹⁹⁴. Pour ce faire, le fonds industriel saoudien qui promeut les petites et moyennes entreprises

¹⁸⁶ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

¹⁸⁷ Ministry of Labor and Social Development. (2016). *Saudi Arabia Labor Market Report 2016*, Kingdom of Saudi Arabia, ed. 3.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institut of International Finance.

¹⁹¹ Fattah, Z. (2018). *A Ghost Army of Workers Is Paid to Do Nothing in the Gulf*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-20/workers-paid-to-do-nothing-a-ghost-army-that-haunts-gulf-rulers>

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ Dazi-Héni, F. (2017). *Op Cit.*

¹⁹⁴ Fattah, Z. (2018). *Op Cit.*

(PME) a récemment doublé son capital¹⁹⁵. Les banques ont aussi été obligées d'allouer des fonds pour le développement des PME traduisant cette volonté de transformer le paysage économique saoudien¹⁹⁶.

Une autre grande problématique de l'emploi saoudien est l'exclusion de la gent féminine de l'appareil économique avec 1,9 million de femmes employées sur 13.1 millions en 2016¹⁹⁷. Seulement 20,2 % des femmes participent à la main-d'œuvre saoudienne contre 77,8 % d'hommes, plaçant le pays en dernière position du taux de déséquilibre entre les sexes sur le marché de l'emploi au sein du G20¹⁹⁸. Par ailleurs, les femmes voulant travailler sont aussi confrontées à un taux de chômage élevé principalement lié à la séparation entre genres. La ségrégation des sexes est prévalent dans la société saoudienne, ce qui cantonne les femmes à des emplois caractérisés comme « féminins » et à des postes moins haut placés que les hommes¹⁹⁹. En effet, 95% de la main-d'œuvre féminine est employée par le secteur public et 85% se retrouvent dans le domaine de l'éducation (enseignement ou administratif)²⁰⁰. Néanmoins, de nouvelles politiques d'aide au transport et d'infrastructure pour la garde des enfants commencent à s'implémenter en Arabie Saoudite²⁰¹. Cela se reflète avec la participation grandissante des femmes dans le secteur privé (29% en 2017), en particulier dans le domaine administratif et dans la vente²⁰². Dès lors, le gouvernement met en place des politiques pour promouvoir l'emploi des femmes via le plan « Vision 2030 », mais les traditions sociétales et la religion sont un frein à cette évolution.

¹⁹⁵ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institute of International Finance.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Ministry of Labor and Social Development. (2016). *Saudi Arabia Labor Market Report 2016*, Kingdom of Saudi Arabia, ed. 3.

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Al Munajjed, M. (2010). *Women's employment in Saudi Arabia, A major challenge*, Booz&Co. En ligne https://www.arabdevelopmentportal.com/sites/default/files/publication/235.womens_employment_in_saudi_arabia_a_major_challenge.pdf

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ Abed, G., Zhang, T. (2018). *Op Cit.*

²⁰² *Ibid.*

5.3 Transition énergétique

5.3.1 Pétrole et le futur d'ARAMCO

En 2016, l'Arabie Saoudite disposait d'une réserve prouvée de 266 milliards de barils de pétrole soit 36,6 milliards de tonnes²⁰³. Par ailleurs, la production moyenne de barils par jour était de 12 millions dont 4 millions étaient consommés sur le territoire saoudien. Ces chiffres de 2016 montrent que 1/3 de la production d'hydrocarbure en Arabie Saoudite est directement absorbée par le pays, en grande partie pour la production d'électricité. Cependant, en 2018, une diminution de la production moyenne de baril par jour à 10 millions, dont 3 millions consommés sur le territoire, a montré un ralentissement de la production pétrolière saoudienne²⁰⁴. Les nombres avancés sont toujours farameux, mais mettent en exergue la mise en place progressive du plan « Vision 2030 » visant à réduire la dépendance au pétrole. En effet, de nombreux plans de restructuration de la consommation énergétique s'installent au profit d'énergies alternatives.

L'IPO (Initial Public Offering) de la société saoudienne Aramco par Mohammed Ben Salmane fait partie des plans visant à restructurer l'économie saoudienne sous l'égide de « Vision 2030 »²⁰⁵. Cette vente a pour but de générer une somme d'argent colossale pouvant être réinjectée dans la transition énergétique saoudienne et sevrer ainsi le pays de sa dépendance au pétrole. Les recettes d'une vente de 5% d'Aramco gonfleraient le fonds souverain permettant des investissements à l'étranger. L'Arabie Saoudite a déjà commencé des escapades outre-mer avec par exemple un investissement de 3,5 milliards dans la société Uber²⁰⁶. De plus, le fonds

²⁰³BP. (2017). *BP Statistical Review of World Energy June 2017*. En ligne <https://www.bp.com/content/dam/bp/en/corporate/pdf/energy-economics/statistical-review-2017/bp-statistical-review-of-world-energy-2017-full-report.pdf>

²⁰⁴JodiOil. (2018). *Country by country review of oil data : Saudi Arabia*, Join Organisations Data Initiative (JODI). En ligne <https://www.jodidata.org/oil/database/country-by-country-review.aspx>

²⁰⁵Butler, N. (2017). *The implications of shelving the Aramco IPO*, Financial Times. En ligne <https://www.ft.com/content/85f1ece4-4745-327e-9350-88466b8195bd>

²⁰⁶Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

souverain du royaume a investi 45 milliards de dollars dans des industries de développement technologique comme Nvidia, Wework et autres²⁰⁷.

En outre, l'État saoudien a récemment émis des réticences quant à l'introduction en bourse de sa société Aramco dues à la présence de nombreuses exigences dont une évaluation effectuée par un parti tiers. Actuellement, les autorités saoudiennes veulent introduire en bourse 5% de la société nationale pétrolière, Aramco²⁰⁸. Cette société aurait une valeur de 200 milliards de dollars et serait la plus grande introduction en bourse jamais effectuée²⁰⁹. Cependant, une évaluation de Aramco sur le marché financier qui serait plus basse que la valeur annoncée par les Saoudiens serait une humiliation intolérable²¹⁰. Par ailleurs, une introduction en bourse nécessiterait une transparence des transactions qui aurait du mal à être respectée par l'État saoudien, détenteur des 95% restant de la compagnie²¹¹. En effet, un actionnaire même minoritaire d'une compagnie publique est en droit de connaître la nature et l'origine des décisions du Conseil de direction²¹². De plus, le prix de vente auquel aspire Riyad pourrait baisser en fonction du cours du pétrole et de la véracité concernant les réserves pétrolières restantes de l'Arabie Saoudite. Il faudrait une exposition détaillée et transparente des actifs de l'entreprise, dont une évaluation par une entité indépendante des 260 milliards de barils annoncés par le gouvernement saoudien²¹³.

Selon des analystes, la meilleure option qui s'offre à l'Arabie Saoudite serait une vente privée à la Chine afin d'inhiber toute spéculation sur la société Aramco²¹⁴.

²⁰⁷ DiChristopher, T. (2018). *Softbank and Saudi Arabia are creating world's biggest solar power generation project*, CNBC. En ligne <https://www.cnbc.com/2018/03/27/softbank-and-saudi-arabia-announce-new-solar-power-generation-project.html>

²⁰⁸ Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ Butler, N. (2017). *The implications of shelving the Aramco IPO*, Financial Times. En ligne <https://www.ft.com/content/85f1ece4-4745-327e-9350-88466b8195bd>

²¹¹ Rutven, M. (2018). *Op Cit.*

²¹² Butler, N. (2017). *Op Cit.*

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ *Ibid.*

Déjà en 2015, l'Aramco saoudien et la Petroleum & Chemical Corp. chinoise avaient signé un accord pour une coopération du secteur pétrolier, mais aussi d'autres industries comme la raffinerie, la chimie et le développement technologique²¹⁵.

*« That would make great sense in terms of the pattern of trade – China is a substantial and growing importer of crude oil from Saudi Arabia. But above and beyond that commercial consideration is the fact that China is a stronger and more reliable ally than anyone else, able to use its economic reach and political influence to maintain the status quo in the region »*²¹⁶.

5.3.2 Le nucléaire saoudien : une diversification de la production énergétique ou une arme géopolitique ?

En 2006, les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) avaient annoncé leurs désirs d'acquérir le nucléaire civil afin de produire de l'électricité, mais aussi le dessalement de l'eau²¹⁷. Par la suite, en 2009, Riyad a décidé de faire cavalier seul et de développer son propre programme nucléaire afin de pallier à la demande en hausse d'électricité. L'année suivante, « The King Abdullah City for Atomic and Renewable Energy (KA-CARE) » a été créé afin de gérer les traités sur l'énergie nucléaire, la supervision des travaux et le traitement des déchets radioactifs²¹⁸.

*"The development of atomic energy is essential to meet the Kingdom's growing requirements for energy to generate electricity, produce desalinated water and reduce reliance on depleting hydrocarbon resources"*²¹⁹.

²¹⁵ Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *The perpetuation of regime security in gulf cooperation council states: a multi-lens approach*, Digest of middle east studies, vol. 26, num. 1, pp. 150-169.

²¹⁶ Butler, N. (2017). *Op Cit.*

²¹⁷ WNA. (2018). *Nuclear power in Saudi Arabia*, World Nuclear Association. En ligne <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-o-s/saudi-arabia.aspx>

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ *Ibid.*

L'avènement du roi Salmane et du prince héritier a accéléré le processus de nucléarisation du pays avec la signature de nombreux traités de coopération. En 2011, l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud ont conclu un accord de coopération dans l'utilisation pacifique du nucléaire civil²²⁰. Cette entente permet à Riyad d'enrichir 20% de l'uranium fourni par l'accord dans des installations saoudiennes, inquiétant la communauté de non-prolifération du nucléaire²²¹. En 2015, KA-CARE a signé avec l'entreprise sud-coréenne KEPCO un accord pour la construction d'un « SMART » réacteur conçu pour la production d'électricité mais aussi pour le dessalement de l'eau²²². Par ailleurs, cette coopération amplifie la qualité de la relation bilatérale entre les deux pays, car Riyad promeut la nouvelle technologie sud-coréenne dans le monde²²³. De plus, l'investissement de 1 milliard de dollars par le Royaume est un tremplin pour le domaine de recherche et de développement sud-coréen, créant une interconnexion entre les deux partenaires économiques.

En 2016, KA-CARE est entré en collaboration avec la « China Nuclear Engineering Corporation (CNEC) » pour la construction d'un réacteur à haute température²²⁴. Cet accord ouvre la voie à d'autres accords comme la création d'un bureau d'étude commun sur les réacteurs saoudiens et la planification de station de dessalement de l'eau²²⁵. Par la suite, en 2017, la « China National Nuclear Corporation (CNNC) » a signé un accord avec la « Saudi Geological Survey » pour l'exploration de gisements d'uranium sur le territoire saoudien²²⁶. Par conséquent, la coopération entre Pékin et Riyad développe une relation d'interconnexion économique amenant des opportunités de partenariat économique et un rapprochement diplomatique.

²²⁰ Gilinsky, V., Sokolskyi, H. (2018). *Facing reality in the US-Saudi nuclear agreement, South Korea*, Bulletin of the atomic scientists. En ligne <https://thebulletin.org/facing-reality-us-saudi-nuclear-agreement-south-korea11683>

²²¹ *Ibid.*

²²² WNA. (2018). *Nuclear power in Saudi Arabia*, World Nuclear Association. En ligne <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-o-s/saudi-arabia.aspx>

²²³ *Ibid.*

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ *Ibid.*

Actuellement, Riyad planifie la construction de réacteurs nucléaires pour fournir 20% de la production énergétique nationale au prix de 80 milliards de dollars²²⁷. En effet, les dirigeants saoudiens veulent engranger le plus de revenus possibles du pétrole avant la baisse de la demande mondiale due au progrès des énergies renouvelables²²⁸. La production d'électricité de source nucléaire permettrait au Royaume de restreindre sa consommation intérieure de pétrole. L'Arabie Saoudite envisage de travailler avec les entreprises de différents pays, dont la Corée du Sud et les États-Unis, pour la construction de 16 réacteurs nucléaires dans le royaume²²⁹.

Cependant, une des difficultés potentielles pour les futurs partenaires de Riyad serait l'obtention d'une clause qui permettrait la production d'électricité, mais interdirait l'enrichissement et le traitement des produits nucléaires²³⁰. En effet, Mohammed Ben Salmane a annoncé que si son rival iranien obtenait l'arme nucléaire, Riyad ferait le nécessaire pour développer des armes de destructions massives²³¹. Des experts sur la prolifération nucléaire craignent que Riyad utilise le nucléaire civil comme une façade à des ambitions militaires²³². Les États-Unis se retrouvent dans une situation délicate entre un contrat de plusieurs milliards de dollars pour les compagnies nucléaires américaines et la volonté de forcer la signature d'un accord restreignant l'utilisation de l'uranium à des fins militaires²³³. L'administration Trump a montré un soutien inconditionnel à Riyad dans ses opérations au Yémen et dans sa relation avec le Qatar, mais se retrouve face à un dilemme épineux.

²²⁷ Bahgat, G. (2013). *The Changing Saudi Energy Outlook: Strategic Implications*, Middle East Journal, 67(4), 565-579. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/43698076>

²²⁸ Aleem, Z. (2018). *Saudi Arabia's controversial quest for nuclear power explained*, Vox. En ligne <https://www.vox.com/world/2018/3/26/17144446/saud-arabia-nuclear-weapons-trump-iran-deal>

²²⁹ Nereim, V. (2018). *Bechtel in talks over potential role in saudi nuclear program*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-23/u-s-oil-boom-is-a-temptation-that-may-lure-ships-away-from-iran>

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ Natter, A. (2018). *Saudi Prince's nuclear bomb comment may scuttle reactor deal*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-03-21/saudi-prince-s-nuclear-bomb-comment-may-scuttle-reactor-deal>

²³² Aleem, Z. (2018). *Op Cit.*

²³³ *Ibid.*

En conclusion, l'acquisition de la technologie nucléaire par l'Arabie Saoudite fait face à une double réaction conflictuelle. D'un côté, l'obtention de partenariat avec Riyad est une aubaine financière pour les compagnies internationales pouvant ramener des contrats colossaux et de l'autre, la peur d'une prolifération de l'arme nucléaire en péninsule Arabique est présente. Il est profitable pour les États de développer des relations bilatérales avec l'Arabie Saoudite car c'est un partenaire économique intéressant. Dès lors, la signature par les autorités saoudiennes d'une clause de non-enrichissement de l'uranium pourrait apaiser les craintes de la communauté internationale. Cependant, Mohammed Ben Salmane a déjà fait savoir que si l'Iran acquérait l'arme nucléaire, il mettrait tout en œuvre pour l'acquérir aussi. La relation entre Téhéran et Riyad est conflictuelle, surtout depuis la révision du traité sur le nucléaire iranien.

Est-ce que l'Arabie Saoudite a besoin de l'énergie nucléaire alors qu'elle a accès au photovoltaïque à moindre coût ? Cette question fait ressortir la problématique entre le nucléaire comme diversification de la production énergétique ou comme arme géopolitique. Le programme « Vision 2030 » considère le nucléaire comme une alternative à l'électricité produite par la combustion d'énergie fossile et le problème de raréfaction des ressources hydriques. Dès lors, le nucléaire se présente comme un double enjeu énergétique et géopolitique pour Riyad.

5.3.3 Un réservoir inépuisable : l'énergie solaire

Le Royaume d'Arabie Saoudite n'est pas étranger à la technologie solaire qui est utilisée à petite échelle depuis les années 1970. En effet, à l'époque, Aramco était encore détenue par des compagnies américaines comme ExxonMobil qui fournissaient en électricité solaire les installations pétrolières dans le désert²³⁴. Il y avait déjà une connaissance du potentiel en énergie solaire du territoire saoudien, mais pas encore les moyens ou la technologie pour se lancer dans de tels projets.

²³⁴ Wald, E. (2018). *Saudi Arabia to build massive solar power installation*, Forbes. En ligne <https://www.forbes.com/sites/ellenrwald/2018/03/29/saudi-arabia-to-build-massive-solar-power-installation/#2d50715877a9>

Les rentes pétrolières de 2008 avec l'explosion du prix du baril ont permis à Riyad de renflouer ses caisses et de se lancer dans de nouveaux programmes énergétiques. C'est à cette période que germe l'idée d'un Royaume exportateur d'hydrocarbures mais aussi de gigawatts d'électricité²³⁵. En effet, produire une autre source d'énergie permettrait au pays de consommer moins de sa production nationale de pétrole en la remplaçant par une énergie renouvelable²³⁶. L'Arabie Saoudite est l'un des pays les plus ensoleillés du monde et est aussi l'un des plus grands exportateurs de pétrole au monde²³⁷. En se concentrant sur le marché des énergies renouvelables, Riyad pourrait exporter plus d'hydrocarbures dans le monde²³⁸. En 2011, l'Arabie Saoudite construit sa première centrale solaire afin d'exploiter son énorme potentiel d'énergie solaire²³⁹. Cependant, ces infrastructures sont onéreuses nécessitant un capital humain formé ainsi qu'une technologie développée.

Depuis 2015, l'Arabie Saoudite est devenue un leader du photovoltaïque régional en diminuant conséquemment le coût de production de l'énergie solaire²⁴⁰. En 2016, avec la nomination de Khaled al-Falih au ministère de l'Energie, le développement de l'industrie des énergies renouvelables est devenu une priorité²⁴¹. En effet, un élément clé du projet « Vision 2030 » est le Programme national d'énergie renouvelable qui vise, sur le long terme, à équilibrer la production énergétique du

²³⁵ Wald, E. (2018). *Saudi Arabia to build massive solar power installation*, Forbes. En ligne <https://www.forbes.com/sites/ellenwald/2018/03/29/saudi-arabia-to-build-massive-solar-power-installation/#2d50715877a9>

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ Cox, J. (2018). *Saudi Arabia and Japan's Softbank to create world's biggest solar power project*, Independent. En ligne <https://www.independent.co.uk/news/business/news/solar-power-saudi-arabia-softbank-masayoshi-son-energy-oil-a8277201.html>

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ Bahgat, G. (2013). *The Changing Saudi Energy Outlook: Strategic Implications*, Middle East Journal, 67(4), 565-579. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/43698076>

²⁴⁰ Mees. (2016). *Saudis slash subsidies as oil revenue collapses*. En ligne <http://archives.mees.com/issues/1618/articles/53486>

²⁴¹ Reed, S. (2018). *From oil to solar, Saudi Arabia plots a shift to renewables*, The New York Times. En ligne <https://www.nytimes.com/2018/02/05/business/energy-environment/saudi-arabia-solar-renewables.html>

Royaume²⁴². Ce programme vise à augmenter substantiellement la part des énergies renouvelables (solaire et éolien) dans le pays avec pour but, 3,45 gigawatts d'ici 2020 et 9,5 gigawatts en 2030²⁴³.

« The costs of installing and operating those two technologies (sun and wind) have fallen drastically around the world in recent years. That means that even in a country where oil is plentiful, renewables beckon as a cheap, and clean, alternative to traditional fossil fuels²⁴⁴. »

En 2018, un partenariat a émergé entre l'Arabie Saoudite et SoftBank afin de construire la plus grande installation solaire du monde²⁴⁵. Mohammed Ben Salmane a signé un mémorandum avec la compagnie japonaise pour la construction de 200 gigawatts d'énergie solaire pour 2030²⁴⁶. La réalisation de ce dessein nécessite la création d'une usine nationale de fabrication d'équipements solaires²⁴⁷, un tremplin pour le marché de l'emploi saoudien. La création de 100 000 postes dans le domaine du solaire va permettre à l'Arabie Saoudite de créer des débouchés professionnels pour la jeunesse saoudienne²⁴⁸. Par ailleurs, l'édification de ce projet fait partie de la stratégie saoudienne de diversification de son économie et devrait coûter aux alentours de 200 millions de dollars. En outre, cette énergie solaire reviendrait à 2 ou 3 cents le

²⁴² Kabbara, M. (2018). *4 factors driving renewable energy in Saudi Arabia*, World Economic Forum. En ligne <https://www.weforum.org/agenda/2018/02/4-drivers-that-will-accelerate-renewable-energy-deployment-in-saudi-arabia/>

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ Reed, S. (2018). *From oil to solar, Saudi Arabia plots a shift to renewables*, The New York Times. En ligne <https://www.nytimes.com/2018/02/05/business/energy-environment/saudi-arabia-solar-renewables.html>

²⁴⁵ Wald, E. (2018). *Saudi Arabia to build massive solar power installation*, Forbes. En ligne <https://www.forbes.com/sites/ellenrwald/2018/03/29/saudi-arabia-to-build-massive-solar-power-installation/#2d50715877a9>

²⁴⁶ Rathi, A., Yanofsky, D. (2018). *What Saudi Arabia's 200 GW solar power plant would look like- if planted in your neighborhood*, Quartz. En ligne <https://qz.com/1240862/what-saudi-arabias-200-gw-solar-power-plant-would-look-like-from-space/>

²⁴⁷ DiChristopher, T. (2018). *Softbank and Saudi Arabia are creating world's biggest solar power generation project*, CNBC. En ligne <https://www.cnbc.com/2018/03/27/softbank-and-saudi-arabia-announce-new-solar-power-generation-project.html>

²⁴⁸ Arab News. (2018). *Saudi Arabia to become major solar power exporter under new plan*. En ligne <http://www.arabnews.com/node/1276526/saudi-arabia>

kilowatt, ce qui est inférieur au coût de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles²⁴⁹.

« *The growth of the solar industry is expected to create 100,000 jobs and increase Saudi gross domestic product by \$12 billion. It is also expected to save the kingdom \$40 billion by obviating the need to burn domestically produced oil to generate power*²⁵⁰. »

Le coût de l'énergie solaire est en perpétuelle diminution, il devrait baisser de 59% en 2025²⁵¹. Ces avancées technologiques dans le domaine des énergies renouvelables maximiseront sûrement l'efficacité et la production des centrales solaires, tout en générant des gains financiers significatifs favorisant leur développement à grande échelle²⁵². Riyad prévoit d'investir 7 milliards de dollars d'ici la fin de 2018 dans des nouvelles centrales solaires et des parcs éoliens²⁵³. En effet, le Royaume espère pouvoir fournir 10 % de sa production énergétique en énergie renouvelable en 2023²⁵⁴.

²⁴⁹ Reed, S. (2018). *From oil to solar, Saudi Arabia plots a shift to renewables*, The New York Times. En ligne <https://www.nytimes.com/2018/02/05/business/energy-environment/saudi-arabia-solar-renewables.html>

²⁵⁰ DiChristopher, T. (2018). *Softbank and Saudi Arabia are creating world's biggest solar power generation project*, CNBC. En ligne <https://www.cnbc.com/2018/03/27/softbank-and-saudi-arabia-announce-new-solar-power-generation-project.html>

²⁵¹ Kabbara, M. (2018). *4 factors driving renewable energy in Saudi Arabia*, World Economic Forum. En ligne <https://www.weforum.org/agenda/2018/02/4-drivers-that-will-accelerate-renewable-energy-deployment-in-saudi-arabia/>

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ Reed, S. (2018). *Op Cit.*

²⁵⁴ *Ibid.*

VI. Société : Origine du wahhabisme et son lien avec l'Arabie Saoudite

6.1 Fondement du wahhabisme

« Depuis quelques années, il s'est levé dans la province d'el Ared une nouvelle secte ou plutôt une nouvelle religion, laquelle causera peut-être avec le temps des changements considérables et dans la croyance et dans le gouvernement des Arabes ²⁵⁵ » écrivait Niebuhr en 1774.

Le wahhabisme n'est pas une aberration historique ou un phénomène religieux isolé. En effet, c'est le reflet d'un courant important de la pensée islamique du 18^e siècle. Dans l'histoire islamique, ce siècle est décrit comme le renouveau, la réforme de l'islam dans un contexte de questionnement interne²⁵⁶. Contrairement aux 19^e-20^e siècles, cette réflexion n'entre pas dans une atmosphère anti-impérialiste ou d'opposition politique à la présence occidentale²⁵⁷. Pour le wahhabisme, cette période marque une détérioration de l'islam avec l'adoption de rituels et de croyances s'apparentant à des cultes païens par la communauté de fidèles. L'islam wahhabite prône un monothéisme absolu reconnaissant Dieu comme le seul destinataire légitime des prières. La profession de foi islamique proclame « *Je témoigne qu'il n'y a pas de divinité en dehors de Dieu et que Mohammed est son messenger*²⁵⁸ ». Il y a donc une réelle volonté de revenir à un Tawhid strict (unicité de Dieu) pour inhiber l'égarement des musulmans dans des cultes païens.

Les wahhabites doivent leurs succès tout autant à leur humeur belliqueuse qu'à leur critique de la « fausse » religion des Arabes idolâtres²⁵⁹. En effet, fidèles au Coran dans sa pureté primitive, ils ont créé une religion nouvelle (retour à « l'authenticité »)

²⁵⁵ Niebuhr, C. (1774). *Description de l'Arabie*, trad. Mourieur, Amsterdam, S.J. Baalde.

²⁵⁶ Natana, J. (2004). *Wahhabi Islam: From revival and reform to global jihad*, International Islamic Publishing House.

²⁵⁷ *Ibid.*

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ Redissi, H. (2007). *Une histoire du wahhabisme: Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Editions du Seuil, France.

destinée à un peuple nouveau²⁶⁰. En tant que courant révolutionnaire, les wahhabites vont se heurter à de nombreuses idéologies conservatrices, mais aussi à des pouvoirs politiques craignant une baisse de leurs influences dans la société. C'est d'ailleurs dans un contexte d'extension de leur pouvoir qu'ils vont s'allier avec des chefs de guerre locaux. L'alliance la plus solide et qui persiste encore de nos jours est le lien entre la famille Saoud et le wahhabisme. En effet, l'Arabie Saoudite s'est construite dans une dualité entre un pouvoir politique et une doctrine religieuse.

« *Islamic revivalism is not much an attempt to reestablish the early Islamic community in a literal sense as to reapply the Quran and Sunna rigorously to existing condition*²⁶¹ »

De nos jours, la qualification wahhabite est utilisée pour décrire différents phénomènes qui mériteraient une prudence méthodologique²⁶². De la tradition doctrinale développée par Mohammed Ben Abdelwahhab à l'islam actuel saoudien en passant par une référence théologique aux radicalisations religieuses en Europe, ce concept est perçu de multiples façons²⁶³. Dès lors, il est primordial de revenir sur les spécificités du courant originel afin de comprendre l'état de la pensée religieuse actuelle en Arabie Saoudite.

6.2 Pensée et base théologique de Mohammed Ben Abdelwahhab

Son action auprès de la communauté des croyants peut être résumée comme une reconstruction sociomorale de la société à travers l'adhérence à un monothéisme strict et une attention nouvelle au Coran et aux hadiths²⁶⁴. Il rejetait l'imitation des écoles établies en faveur d'une interprétation nouvelle et directe des écrits islamiques

²⁶⁰ Redissi, H. (2007). *Une histoire du wahhabisme: Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Editions du Seuil, France.

²⁶¹ Esposito, J. (1998). *Islam: The straight path*, New York, Oxford University Press.

²⁶² Ménoret, P. (2004). *Le wahhabisme, arme fatale du néo-orientalisme*, Mouvements, num. 36,(6), pp. 54-60. doi:10.3917/mouv.036.0054.

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ Natana, J. (2004). *Wahhabi Islam: From revival and reform to global jihad*, International Islamic Publishing House.

par une contextualisation et une étude de leur contenu²⁶⁵. Le Coran et les hadiths sont des parties intégrantes de la construction de la pensée de Mohammed Ben Abdelwahhab et de sa vision du monothéisme. Par ailleurs, c'est autour de la notion de tawhid que le courant wahhabite se forme, tant dans la répression des croyances hétérodoxes que dans la promulgation de cette idéologie. C'est dans l'optique de trouver un remède à cette société islamique malade que Mohammed Ben Abdelwahhab se concentre sur le prêche et la diffusion de la notion de tawhid.

6.2.1 Coran et Hadiths

De nombreux érudits musulmans considéraient la loi islamique comme supérieure à l'étude théologique alors que Mohammed Ben Abdelwahhab leur donnait une importance égale. Il était nécessaire pour chaque croyant d'avoir la volonté de suivre les enseignements coraniques, cela devait être un choix personnel reflétant son degré de dévotion à Dieu. Dès lors, l'exécution des rites de prières n'était pas étudiée selon leur perfection, mais bien selon la manière dont elle reflétait le cœur et l'esprit du musulman²⁶⁶. Dans la recherche de l'islam pur, Mohammed Ben Abdelwahhab va utiliser le Coran et les hadiths qu'il estimait être les textes infailibles faisant autorité sur la communauté de croyants (ummah). Par ailleurs, la mémorisation par cœur des textes coraniques apparaissait comme une aberration aux yeux du wahhabisme car les fidèles, tous genres confondus, perdaient toute capacité de réflexion et d'interprétation des écrits sacrés. Évidemment, Mohammed Ben Abdelwahhab n'était pas contre la capacité de réciter des passages du Coran mais il prônait surtout la compréhension de ceux-ci. Tout cela dans l'optique de contrer la marginalisation des valeurs coraniques et leurs interprétations dans une approche trop juridique. De plus, la mémorisation ne rentrait pas dans l'usage propre des enseignements coraniques qui avaient été révélés afin de mettre en action la volonté de Dieu pour l'humanité²⁶⁷.

²⁶⁵ Natana, J. (2004). *Wahhabi Islam: From revival and reform to global jihad*, International Islamic Publishing House.

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ Esposito, J. (2003). *Classical Islam and Modern Islam*, God's rule: The politics of world religion, Washington, Georgetown University Press.

Quant à l'importance des hadiths dans la doctrine du wahhabisme, elle trouve sa source dans l'unicité de Dieu et la perfection incarnée en la personne du prophète Mohamed. Premièrement, le Prophète se différenciait des autres prédicateurs en « *ne pleurant et ne gémissant* ²⁶⁸ » pas pour la paix, mais en donnant un exemple de vie active pour les musulmans. Contrairement aux autres prophètes, Mohamed ne fut pas mis en marge de la société par ses coutumes idiosyncrasiques, mais fit adopter son optique de vie à la communauté ²⁶⁹. De plus, Mohammed Ben Abdelwahhab estimait que Mohamed acquérait sa singularité, car il était le seul prophète à ne pas avoir commis le péché de désobéissance à Dieu. Pour finir, il se distinguait des idoles de la Torah car il ne fut pas envoyé à une communauté qui avait renié ou abandonné la dévotion à Dieu. Mohamed fut envoyé à des croyants pratiquant déjà des pèlerinages, faisant l'aumône et faisant le dhikr ²⁷⁰. Ayant établi l'excellence et la particularité du prophète Mohamed, Mohammed Ben Abdelwahhab pouvait justifier l'utilisation des hadiths comme une des sources premières de la religion islamique.

6.2.2 Concept de tawhid

Le concept de tawhid peut être défini comme l'unité, l'unicité absolue de Dieu ou le monothéisme absolu voulant mettre en exergue le fait que personne ou rien ne peut être associé/comparé à Dieu. Pour Mohammed Ben Abdelwahhab, la croyance monothéiste était la tâche la plus importante pour les musulmans, encore plus que la prière. Par ailleurs, il considérait qu'il existait trois types de tawhid qui s'articulaient entre eux : l'autorité, la divinité et les caractéristiques ²⁷¹. Le tawhid de l'autorité faisait référence à la reconnaissance du pouvoir absolu de Dieu sur le paradis, la terre, la vie et la mort. De plus, le tawhid de la divinité soulignait la nécessité, pour chaque croyant, d'une dévotion au service et à la vénération du Dieu unique. Le dernier tawhid des caractéristiques venait du fait que tout appartenait à Dieu et qu'il était le seul à pouvoir éduquer l'Homme. Dès lors, Mohammed Ben Abdelwahhab soulignait que tant qu'un

²⁶⁸ Natana J., *Wahhabi Islam: From revival and reform to global jihad*, International Islamic Publishing House, 2004.

²⁶⁹ Esposito, J. (2003). *Classical Islam and Modern Islam*, God's rule: The politics of world religion, Washington, Georgetown University Press.

²⁷⁰ Natana, J., *Op. Cit.*

²⁷¹ *Ibid.*

fidèle s'adonnait totalement au monothéisme, ses péchés seraient pardonnés par Dieu, car il respectait le dogme inéluctable.

En outre, l'association ou l'attribution de Dieu à n'importe quel aspect de la vie devint le péché ultime (shirk). La notion de shirk est à l'antithèse du tawhid. Si un musulman commettait cette faute, il était automatiquement condamné à l'enfer après sa mort. Par conséquent, le leader wahhabite apprenait à ses fidèles que l'obéissance à Dieu se faisait à travers un rejet du shirk et plus particulièrement de l'idolâtrie.

6.3 La place du wahhabisme dans la société saoudienne moderne

Ce courant peut être caractérisé d'un côté de littéraliste en revenant à l'étude des textes religieux par la lettre et de l'autre interprétatif car il laisse au croyant la possibilité de comprendre le message sacré par lui-même. Cependant, le wahhabisme ne vise pas à créer une nouvelle base à l'islam mais à redécouvrir l'authenticité de la foi. En outre, le but était de redécouvrir la signification des hadiths dans leur contexte original afin de déterminer les « valeurs éternelles » ou la ligne de conduite éthique contenue dans les textes²⁷². Dès lors, il est important d'analyser le rigorisme et le puritanisme de cette idéologie afin de pouvoir comprendre l'évolution de la société saoudienne.

6.3.1 État de la religion actuelle

La société saoudienne se construit autour de la législation islamique, dépassant les préceptes des quatre écoles canoniques du droit musulman en ne respectant que les seuls principes du wahhabisme hanbalite (quatrième école)²⁷³. Il faut savoir que la société est régie par la charia, il n'y a donc pas de codification du cadre juridique²⁷⁴. Les oulémas sont donc les seuls individus à pouvoir exercer la Justice car ils

²⁷² Natana J., *Wahhabi Islam: From revival and reform to global jihad*, International Islamic Publishing House, 2004.

²⁷³ Amir-Aslani, A. (2017). *Arabie saoudite : de l'influence à la décadence*, L'archipel, Paris.

²⁷⁴ Lacroix, S. (2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

connaissent la jurisprudence grâce à leurs connaissances du Coran et des hadiths²⁷⁵. Par ailleurs, la doctrine wahhabite a instauré un cadre de règles, d'interdictions et d'obligations qui contrôlent les interactions sociales dans la sphère publique et privée. Dès lors, de nombreux comportements sont proscrits ou prescrits, limitant fortement la liberté tant physique que morale de la population. Par exemple, depuis 1980, les autorités religieuses ont interdit les cinémas en Arabie Saoudite et régulent strictement les programmes télévisés²⁷⁶.

Dans la plupart des débats jalonnant la société saoudienne, les autorités religieuses émettent des réserves, mais sont progressivement plus enclines à une forme de modernisme. Cependant, une transformation communautaire au niveau de la question de la femme et de l'éducation est problématique pour les instances religieuses. En 2002, lors d'une session gouvernementale visant à déplacer la compétence éducationnelle des filles au ministère de l'Éducation, une pétition (extrait ci-dessous) fut signée par plus de 120 cheikhs rejetant totalement cette proposition²⁷⁷.

« Les différences entre les hommes et les femmes sont naturelles et l'égalité absolue, contraire à la charia ; le port du voile est un devoir et son abandon une catastrophe ; la fréquentation des salons de coiffure tenus par des femmes de mauvaise moralité est un grand pêché ; sortir en dehors de la maison est un pêché et celui qui le conteste est impie. »²⁷⁸

En outre, la proposition du gouvernement fut finalement acceptée, ce qui signa le début du déclin du pouvoir des autorités religieuses. Par exemple, la police religieuse (mutawwa) est aujourd'hui réduite à une police des mœurs ayant perdu ses pouvoirs juridictionnels. Suite à la pression internationale stigmatisant cette police comme idéologiquement intolérante et reflétant une arriération de la société

²⁷⁵ Lacroix, S. (2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

²⁷⁶ Amir-Aslani, A. (2017). *Arabie saoudite : de l'influence à la décadence*, L'archipel, Paris.

²⁷⁷ Redissi, H. (2007). *Une histoire du wahhabisme: Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Editions du Seuil, France.

²⁷⁸ Textes et signatures publiés par *Al-Quds*, 9 juin 2004.

saoudienne, le gouvernement a limité leur champ d'action à la prévention²⁷⁹. En 2016, le Comité de promotion de la vertu et de prévention du vice a révisé la mission de la police des mœurs en « continuant à promouvoir la vertu, à prévenir le vice de façon humaine et calme²⁸⁰ ». Cela reflète une perte de la mainmise autoritaire religieuse sur une jeunesse évoluant en décalage avec la tradition wahhabite. L'appareil étatique remplace progressivement la fonction de contrôle social détenue par les autorités religieuses. À ce jour, l'*establishment* garde la mainmise sur les ministères de la Justice, des Affaires islamiques et du Pèlerinage²⁸¹.

Par ailleurs, la question de la femme reste un perpétuel tabou enraciné dans la société saoudienne. L'Arabie Saoudite est composée de plus de treize millions de femmes dont l'interdit rythme leurs quotidiens²⁸². En effet, les dogmes religieux limitent fortement les débouchés professionnels, conditionnent la liberté de circulation au mahram (autorité tutélaire masculine des femmes dans une famille) et offrent un statut précaire aux femmes non mariées²⁸³. L'écartement des femmes de l'économie rentre en conflit avec la vision réformiste de Mohammed Ben Salmane visant à développer le marché de l'emploi. Cependant, la discrimination envers les femmes tend à se desserrer progressivement avec l'obtention de nouvelles compétences. En 2015, les femmes participent pour la première fois à un scrutin électoral, ce qui est une révolution majeure dans la traditionnelle application stricte du wahhabisme. Cette possibilité de participer au suffrage a un effet double : la reconnaissance d'un droit individuel fondamental et la sensibilisation des pouvoirs politiques aux difficultés de la gent féminine.

En 2018, les femmes saoudiennes ont acquis le droit de conduire pour la première fois dans l'histoire du pays. Même si les femmes n'étaient techniquement pas interdites de conduire par la loi saoudienne, les autorités locales refusaient

²⁷⁹ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

²⁸⁰ Zorthian, J. (2016). *Saudi Arabia scales back religious police's authority*, Time. En ligne <http://time.com/4294154/saudi-arabia-religious-police-authority/>

²⁸¹ Dazi-Héni, F. (2017). *Op Cit.*

²⁸² Saudi Arabia Population. (2018). En ligne <http://worldpopulationreview.com/countries/saudi-arabia-population/>

²⁸³ Dazi-Héni, F. (2017). *Op Cit.*

constamment de délivrer des permis de conduire²⁸⁴. Cela découlait du fait que les autorités religieuses soutenaient que permettre aux femmes de conduire aboutirait inévitablement à rencontrer des hommes sans filiation. Par conséquent, ces rencontres ébranleraient le mode strict de ségrégation des sexes dans le pays. En outre, le royaume étant intrinsèquement sacré, le quotidien des femmes est encore rythmé par l'interdit. Pour ne citer que quelques exemples, il est interdit pour la classe féminine de prendre des décisions sans l'aval de leur tuteur, porter des habits ou du maquillage mettant en avant leur beauté, interagir fréquemment avec les hommes, participer à une compétition sportive librement²⁸⁵.

6.3.2 Dualité entre modernisme et conservatisme

Lorsqu'on parle d'une fin possible du pacte de Nadjd entre la famille Saoud et les autorités religieuses wahhabites, il ne faut pas oublier l'imbrication et l'interdépendance de ces deux entités.

L'État saoudien a conçu son « Soft power » religieux par l'intermédiaire d'ONG locales et d'organisations islamiques internationales dont les plus importantes sont la Ligue islamique mondiale (LIM) établie à La Mecque par le prince héritier Faysal en 1962 et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en 1969²⁸⁶. En effet, en voulant s'inscrire comme leader du monde arabe sunnite, l'Arabie Saoudite développe son prosélytisme à travers l'éducation religieuse internationale. Ce projet d'exportation idéologico-religieuse est néanmoins peut-être davantage motivé par des raisons de politiques intérieures, car le Royaume doit entretenir une lourde machine d'État composée de fonctionnaires payés pour propager la foi islamique dans le monde²⁸⁷. Dès lors, la diplomatie religieuse cherche à étendre les mécanismes exportateurs du sunnisme pour accroître le rayonnement de tradition wahhabite. Il y a donc une interdépendance entre la volonté saoudienne de développer son « Soft

²⁸⁴ The week. (2018). *Six things women in Saudia Arabia cannot do*. En ligne <http://www.theweek.co.uk/60339/things-women-cant-do-in-saudi-arabia>

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

²⁸⁷ *Ibid.*

power » à l'aide de l'idéologie wahhabite dans le monde et le monopole religieux des disciples de Mohammed Ben Abdelwahhab. En outre, Mohammed Ben Salmane cherche à montrer une image plus positive et diversifiée de l'Arabie Saoudite au monde²⁸⁸. Derrière les nombreuses réformes, il y a aussi une volonté de s'éloigner du puritanisme religieux en expurgeant les idées les plus fondamentalistes et les plus intolérantes du wahhabisme²⁸⁹. Par exemple, l'État saoudien cherche à se distancer de l'enseignement strict religieux qui néglige l'apprentissage des maths et des sciences laissant paraître un retard de connaissance de la main d'œuvre saoudienne²⁹⁰. Il y a donc une réelle connexion fondamentale entre le gouvernement et les autorités religieuses, rendant impensable une dissociation des deux entités mais possible une distanciation progressive.

Depuis 2015, les autorités religieuses sont malmenées par le pouvoir en place incarné par Mohammed Ben Salmane. La décision historique de retirer à la police religieuse le droit d'arrêter les contrevenants a enlevé toutes compétences coercitives à cet organe²⁹¹. En privant le clergé de son bras armé, le prince héritier s'assure un renforcement du monopole de la violence dans son État. Selon Max Weber, un Etat est « *A human community that (successfully) claims the monopoly of the legitimate use of physical force within a given territory*²⁹² ». Dès lors, cette monopolisation de la violence par un groupe restreint d'individus, en l'occurrence le roi et le prince héritier, fortifie la mainmise sur le pouvoir du Royaume. De plus, il s'immisce dans des débats qui relevaient jusqu'à peu exclusivement du religieux. Par exemple, le droit de conduire pour les femmes, la musique, les concerts et le cinéma étaient des sphères

²⁸⁸ Diffalah, S. (2017). *L'establishment religieux en Arabie Saoudite est entrain de s'effondrer*, L'obs. En ligne <https://www.nouvelobs.com/monde/20171025.OBS6505/l-establishment-religieux-en-arabie-saoudite-est-en-train-de-s-effondrer.html>

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

²⁹¹ Lacroix, S. (2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

²⁹² Weber, M. (1965). *Politics as a vocation*, Philadelphia: Frotress Press.

régulées par les oulémas. L'ingérence étatique dans les affaires wahhabites s'installe aux dépens de l'autorité religieuse en Arabie Saoudite²⁹³.

« *Les orientations pragmatiques actuelles du prince héritier saoudien ne changent en rien les fondements wahhabites ni tribaux d'ailleurs de l'État. Ce sont des prises de position conjoncturelles. En revanche, si un dirigeant saoudien se montrait plus tolérant envers des pratiques pieuses populaires (culte des saints, etc.), il serait renversé*²⁹⁴ ».

Par ailleurs, la société saoudienne est en pleine évolution et est composée d'une population majoritairement jeune. En effet, les personnes âgées de 0 à 24 ans représentent 45 % de la population²⁹⁵ et certaines sources affirment que les moins de 30 ans équivaldraient à 55-60%, soit 20 millions de Saoudiens²⁹⁶. Cette part de la population bénéficie d'une éducation moderne et est connectée au monde via les plateformes de réseaux sociaux. Par ailleurs, le gouvernement envoie de nombreux étudiants étudier à l'étranger via une bourse payée par l'État. Selon le ministère des Affaires étrangères saoudien, 90.000 étudiants bénéficient actuellement d'un financement officiel pour s'instruire dans les prestigieuses universités occidentales²⁹⁷. Une partie des jeunes saoudiens cherchent à se détacher du rigorisme religieux pour que la religion n'occupe plus la première place de leurs priorités. Une enquête de 2016, réalisée sur un échantillon de 200 jeunes par pays du CCG entre 18-24 ans, montre que 66% des jeunes interrogés considèrent négativement que la religion soit omniprésente au Moyen-Orient et 74% des interviewés voudraient que leurs leaders

²⁹³ Lacroix, S. (2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

²⁹⁴ Ducène J-C. Communication personnelle, 19 Mai 2018.

²⁹⁵ CIA World fact book. (2018). *Saudi Arabia Demographics*, Index Mundi. En Ligne https://www.indexmundi.com/saudi_arabia/age_structure.html

²⁹⁶ Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

²⁹⁷ Al Arabiya. (2018). *Saudi students paying for studies abroad to be included in scholarship program*, Al Arabiya English. En ligne <http://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2018/03/28/Saudi-students-paying-for-studies-abroad-to-be-included-in-scholarship-program.html>

œuvrent pour les libertés individuelles et les droits de l'Homme²⁹⁸. Dès lors, un décalage émerge entre le rigorisme religieux et le modernisme saoudien qui croît avec une jeunesse ne reniant pas les préceptes wahhabites mais voulant se libérer de ses entraves.

²⁹⁸ Arabyouthsurvey. (2016). *ASDA'A Burson-Masteller Arab Youth Survey*.

VII. Conclusion

7.1 Analyse de l'hypothèse politique

Pour revenir à la première hypothèse, il y a effectivement une autocratisation et une monopolisation du pouvoir étatique par le roi Salmane et plus particulièrement par le prince héritier Mohammed Ben Salmane dues à l'entrée dans l'« après-pétrole ». En effet, la réalité d'une fin de la pétromonarchie saoudienne nécessite une restructuration complète de l'économie et du pouvoir. La mise en place du programme « Vision 2030 » implique une fluidification du processus décisionnel et une instauration incisive des réformes. Dès lors, la transition d'un système de gouvernance horizontale à un autoritarisme vertical s'observe avec l'exclusion du paysage politique de certains clans de la famille Saoud ou de certaines personnalités importantes comme Ben Nayef. L'organisation traditionnelle de l'appareil étatique est bouleversée par la création de Conseils visant à concentrer le pouvoir entre les mains du prince héritier. En outre, cette vague de réforme est accueillie positivement par la population qui voit en la personne du leader saoudien un renouveau, la fin de la gérontocratie qui régnait sur le Royaume.

La question de la perception par la population et la communauté internationale des changements politiques en Arabie Saoudite est cruciale pour le régime. La légitimité des autorités saoudiennes transparaissait à travers leur statut d'Etat allocataire révoqué par la chute du système rentier. Dès lors, le programme de réformes « Vision 2030 » proposé par Ben Salmane est la solution qui pourra assurer la mainmise politique du clan Soudeyri. Avec le soutien d'une partie de la jeunesse saoudienne, le prince héritier peut s'assurer un leadership durable malgré quelques faibles oppositions.

Au niveau de la politique régionale et internationale menée par Riyad, il y a une nouvelle optique de confrontation amenée par la perspective « après-pétrole ». Le Royaume d'Arabie Saoudite perd son « leverage » pétrolier et doit donc modifier son approche des relations internationales. En effet, la propagation de la doctrine saoudienne via le « Soft power » se dote progressivement d'un interventionnisme et

d'une politique d'action beaucoup plus radicale. Cela se construit autour du complexe régional de sécurité où Riyad veut s'imposer comme leader du monde arabo-sunnite pour légitimer son pouvoir auprès des saoudiens mais aussi pour rassurer les Etats-Unis sur son rôle de garant sécuritaire en péninsule Arabique. Le renforcement de sa position au sein du Conseil de Coopération du Golf (CCG) et de la Ligue des Etats Arabes montre la volonté d'asseoir un contrôle régional et de paraître comme un acteur dominant. La politique menée au Yémen et en Syrie ainsi que les prises de positions politiques avec le Qatar et l'Iran sont le reflet de la nouvelle politique extérieure saoudienne. En outre, le raidissement de la diplomatie trouve sa source dans l'éloignement progressif des Etats-Unis dans la région. Dès lors, il est plausible de penser que la politique régionale et internationale de l'Arabie Saoudite va continuer à se renforcer pour affirmer une place puissante sur la scène internationale. En dehors de son statut de pétromonarchie, Riyad veut devenir un acteur intournable dans la détermination de l'ordre mondial.

7.2 Analyse de l'hypothèse économique

Après cette recherche, il est aisé d'affirmer que l'Arabie Saoudite n'est plus en mesure d'assurer son rôle d'Etat allocataire et d'acheter la « paix sociale » avec les revenus de la rente pétrolière. La faiblesse structurelle du modèle économique rentier saoudien a été mise en exergue et les autorités ont entamé un plan de restructuration. En effet, le programme « Vision 2030 » offre des perspectives positives pour le futur de l'économie saoudienne dont certains effets apparaissent déjà. Le Royaume d'Arabie Saoudite a pris conscience que la diminution des prix du pétrole signe la fin de système rentier au profit d'une nouvelle économie « après-pétrole ».

Le volet économique est le plus enclin à légitimer les autorités saoudiennes auprès de la population car le système de subvention étatique a besoin d'être suppléé. En effet, la rupture du « pacte social » et du statut d'Etat allocataire a mis en péril le monopole du pouvoir détenu par la famille Saoud. Dès lors, le programme « Vision 2030 » est la solution trouvée par Mohammed Ben Salmane pour d'un côté construire une Arabie Saoudite « après-pétrole » et de l'autre, légitimer son pouvoir en Arabie Saoudite. Sous l'impulsion des différents fonds saoudiens, le Royaume tente de sortir de sa dépendance au pétrole pour promouvoir un modèle alternatif. La volonté de sevrer le

pays de sa dépendance au pétrole peut être observée à travers trois objectifs : un accroissement de la part du secteur privé, une diversification de l'économie et une transition énergétique.

Dans un premier temps, l'analyse de l'accroissement de la part du secteur privé et de la diversification économique peut se coupler car ils sont fortement liés. L'Arabie Saoudite a longtemps basé son modèle économique sur les hydrocarbures et n'a pas promu le secteur privé. Avec la réduction des dépenses publiques, Riyad tente de lancer le secteur privé en attirant des investissements étrangers et en renforçant la politique fiscale du royaume. Si l'Etat saoudien arrive à développer le secteur privé en le rendant compétitif et en y intégrant la main-d'œuvre saoudienne, cela boosterait l'économie nationale. Cependant, Mohammed Ben Salmane tente de changer la mentalité de la population qui perçoit ce secteur comme dénigrant car les salaires sont moins avantageux que dans le public et considère que certaines professions ne sont pas gratifiantes. Pour pallier au chômage des jeunes et des femmes, Riyad espère créer des opportunités dans le secteur privé en diminuant les avantages liés au public en sachant que cela amènerait de fortes contestations d'une population habituée aux subventions étatiques.

Deuxièmement, la transition énergétique est le domaine le plus prometteur en terme de diversification et de restructuration de l'économie. L'Arabie Saoudite dispose des moyens financiers pour développer une industrie solaire capable de produire de l'énergie à moindres de coûts et exporter le surplus. De plus, en devenant un géant du solaire, Riyad pourrait créer des emplois et attirer des investisseurs prêts à se lancer dans l'aventure saoudienne. Le Royaume dispose d'un ensoleillement constant et de terres inoccupées pour construire des centrales solaires. Depuis quelques années, Riyad est devenu un leader du photovoltaïque en diminuant conséquemment le coût de production de l'énergie solaire. Le remplacement graduel des hydrocarbures par les énergies renouvelables permet à l'Arabie Saoudite de changer sa consommation électrique et d'exporter les barils non consommés sur le territoire. Par ailleurs, l'obtention du nucléaire civil est un projet qui pourrait faciliter la transition énergétique du Royaume, mais aussi renforcer son poids géopolitique.

Analyse de l'hypothèse société

Après l'analyse de la société saoudienne et de l'implication du religieux dans celle-ci, il est possible d'affirmer que l'évolution de la société saoudienne amène un rejet progressif du rigorisme religieux au profit d'une émancipation des libertés individuelles. En effet, la perspective « après-pétrole » entraîne au Royaume d'Arabie Saoudite un nouvel ordre politique et des réformes économiques. Les modifications au sein-même de l'appareil étatique saoudien écartent progressivement les autorités religieuses du processus décisionnel. En effet, le wahhabisme qui est à la source de la création de l'Etat saoudien et de ses traditions souffre de son rigorisme. La population saoudienne se rajeunissant et devenant plus connectée au monde aspire à une délivrance de la mainmise religieuse sur la société. Cette évolution des perceptions ne rentre pas en opposition avec les préceptes fondamentaux du wahhabisme, mais avec le rigorisme imposé aux croyants. De plus, la perception de la doctrine wahhabite par le monde en fait une idéologie assimilée au djihadiste et au terrorisme. Mohammed Ben Salmane est conscient que pour prouver à la communauté internationale et à sa population que l'Arabie Saoudite se modernise, le prince héritier doit limiter le pouvoir des religieux. Actuellement, l'Etat saoudien met graduellement les autorités religieuses sous tutelle étatique en leur enlevant des compétences. Le pouvoir saoudien s'immisce dans des débats qui étaient entièrement contrôlés par les oulémas auparavant. Que ce soit à travers la réforme de la police religieuse ou l'amélioration du statut de la femme, Riyad se positionne comme un acteur moderniste de la société. Dès lors, il y a un décalage entre le rigorisme religieux et la volonté moderniste d'une partie de la population qui nécessitera un questionnement interne au sein des autorités wahhabites.

Cependant, il serait incorrect de penser que le religieux pourrait disparaître de la société saoudienne. En effet, l'Arabie Saoudite rayonne sur le monde arabe grâce à sa doctrine wahhabite qui est un pilier de son « Soft power ». Même si le religieux perd de la puissance au sein du contrôle politique et juridique, les autorités religieuses gardent le contrôle de ministères et fait partie de l'identité nationale. Il y a une interdépendance forte entre l'Etat saoudien et le wahhabisme qui ne pourrait être détruite sous peine d'une réelle délégitimation des autorités du pays. La légitimité des

dirigeants est double, l'appartenance à la famille Saoud et l'acceptation par les autorités religieuses. Par conséquent, l'arrivée dans une ère « après-pétrole », la mise en place du programme « Vision 2030 », la monopolisation du pouvoir ou la nouvelle doctrine des relations internationales ne peuvent avoir lieu sans l'aval des autorités wahhabites. La légitimation du pouvoir passe par une approbation des autorités religieuses qui, même si leurs pouvoirs se restreignent, restent un acteur prépondérant de l'Arabie Saoudite.

VIII. Bibliographie

8.1 Monographies

Amir-Aslani, A. (2017). *Arabie Saoudite : de l'influence à la décadence*, L'archipel, Paris.

Anderson, L. (1987). *The State in the Middle East North Africa*, Comparative Politics, vol. 20, n. 1, 1987, pp. 18.

Baslez, M-F., Schwentzel, C-G. (2016). *Les dieux et le pouvoir, Aux origines de la théocratie*, Collection « Histoire Ancienne », Presse Universitaire de Rennes.

Beblawi, H. (1987). *The rentier state in the Arab world*, Arab Studies Quaterly, pp. 383-398.

Buzan, B. (1983). *People, States and Fear The National Security Problem in International Relations*, Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press.

Cattin E., Jaffro L., Petit A. (1999). *Figures du théologiques-politiques*, Paris, Vrin.

Chevallier, D. (2018). *Wahhabisme*, Encyclopædia Universalis. En ligne <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/wahhabisme/>

Chevrier, J. (2003). *La spécification de la problématique. Recherche sociale : de la problématique à la recherche des données*, Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec, p. 58.

Dazi-Héni, F. (2017). *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, En 100 questions, Tallandier, Paris.

Depelteau, F. (2000). *Le temps des conjonctures ou la problématique*, Bruxelles : de Boeck, pp.166-167.

Esposito, J. (1998). *Islam: The straight path*, New York, Oxford University Press.

Esposito, J. (2003). *Classical Islam and Modern Islam*, God's rule: The politics of world religion, Washington, Georgetown University Press.

Ferrero, M. (2013). *The rise and demise of theocracy : theory and some evidence*. Springer, Public choice, Vol. 156, n ¾, p. 723-750.

Gause, G. (2011). *Saudi Arabia in the new middle east*, Council on foreign relations, Council special report n.63, pp.60.

Hvidt, M. (2013). *Economic diversification in the GCC countries : Past record and future trends*, Governance and globalisation in Gulf states, London School of Economics and Political Sciences, n.27.

International Monetary Fund. (2018). *World economic outlook: Cyclical upswing structural change*, World economic and financial surveys, Washington DC.

Lippman, T. (2012). *Saudi Arabia on the edge: the uncertain future of an American ally*, Potomacs Books, pp. 307.

Luciani, G., Beblawi, H. (1987). *The Rentier State*, Istituto Affari Internazionali, ed. Broché.

Ministry of Labor and Social Development. (2016). *Saudi Arabia Labor Market Report 2016*, Kingdom of Saudi Arabia, ed. 3.

Natana, J. (2004). *Wahhabi Islam: From revival and reform to global jihad*, International Islamic Publishing House.

Niebuhr, C. (1774). *Description de l'Arabie*, trad. Mourieur, Amsterdam, S.J. Baalde.

Nye, J. (2004). *Soft power: the means to success in world politics*, PublicAffairs, pp. 208.

Redissi, H. (2007). *Une histoire du wahhabisme: Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Editions du Seuil, France.

Routledge Encyclopedia. (2001). London: Routledge, Vol. 1, pp. 360.

Weber, M. (1965). *Politics as a vocation*, Philadelphia: Frotress Press.

8.2 Articles scientifiques

Abed, G., Zhang, T. (2018). *Research Note, Saudi Arabia: Diversification Requires Deep And Sustained Structural Reforms*, Institue of Internional Finance.

Al-Mawali, N. (2015). *Intra-Gulf Cooperation Council: Saudi Arabia effect*. Journal of economic integration, pp.532-552.

Al Munajjed, M. (2010). *Women's employment in Saudi Arabia, A major challenge*, Booz&Co. En ligne
https://www.arabdevelopmentportal.com/sites/default/files/publication/235.womens_employment_in_saudi_arabia_a_major_challenge.pdf

Amelot, L. (2015). *Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran*, Outre-Terre, vol. 44, n. 3, pp. 329-338.

Astié, P., Breillat, D., Lageot, L. (2017). *Repères étrangers. (1^{er} juillet – 30 septembre 2016)*, Pouvoirs, vol. 160, n. 1, pp. 137-156.

Bahgat, G. (2013). *The Changing Saudi Energy Outlook: Strategic Implications*. Middle East Journal, 67(4), 565-579. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/43698076>

Belvedere, S., Schifanoia, V. (2017). *Political turmoil in Saudi Arabia : Implications for the region*, European university institute. En ligne <http://middleeastdirections.eu/political-developments-saudi-arabia-implications-region/>

Blin, L. (2018). *L'Arabie Saoudite, un « Etat contre les bédouins »*, OrientXXI. En ligne <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/l-arabie-saoudite-un-etat-contre-les-bedouins,2235>

Bonnefoy, L. (2016). *Les faux-semblants de la guerre au Yémen*, Esprit, vol. septembre, n. 9, pp. 7-10.

Brun, M., Calvary, R. (2016). *En Arabie Saoudite, une révolution de palais synonyme de remise en cause du modèle agricole ?*. Confluences Méditerranée, vol. 3, pp. 189-200. doi:10.3917/come.098.0189.

Conesa, P. (2017). *Arabie Saoudite: faux ami ou vrai ennemi ?*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 61-69.

Hartmann, L. (2016). *Saudi Arabia as a regional actor : threat and perception and balancing at home and abroad*, SciencesPo.

International Crisis Group (ICG). (2015). *Yemen at war*, Middle East Briefing, n. 45.

Jacques-Jocelyn, P. (2017). *Arabie Saoudite, la guerre des trois n'a pas eu lieu*, Politique étrangère, 2017/3, pp. 51-60.

Kajja, K. (2016). *L'Arabie Saoudite à l'épreuve de la transition de pouvoir*. Hérodote, 160-161,(1), pp. 195-208. doi:10.3917/her.160.0195.

Mees. (2016). *Saudis slash subsidies as oil revenue collapses*. En ligne <http://archives.mees.com/issues/1618/articles/53486>

Ménoret, P. (2004). *Le wahhabisme, arme fatale du néo-orientalisme*, Mouvements, n° 36,(6), 54-60. doi:10.3917/mouv.036.0054.

Mermier, F. (2017). *La dislocation du Yémen*, Esprit, vol. décembre, n. 12, pp. 13-17.

Montagu, C. (2010). *Civil Society and the Voluntary Sector in Saudi Arabia*. Middle East Journal, 64(1), pp. 67-83.

Ottaway, D. (2015). *Saudi Arabia's Yemen War Unravels*, The National Interest, En Ligne, nationalinterest.org/feature/saudi-arabias-yemen-war-unravels-12853

Rigoulet-Roze, D. (2008). *Le jeu ambigu de Téhéran face à la rébellion chiite au Yémen*, Les Cahiers de l'Orient, vol. 90, n. 2, pp. 69-82.

Rutven, M. (2018). *Les milliards de l'Arabie Saoudite*, Le Débat, n. 198, pp. 80-92. Doi : 10.3917/deba.198.0080

Sraieb, H. (2013). *Choix économiques et recomposition du paysage politique des pays de la rive sud de la Méditerranée*, Actualités France Europe monde.

Steinberg, G. (2014). *Leading the counter-revolution: Saudi Arabia and the arab spring*, German institute for international and security affair, SWP research paper, 7.

Thiollet, H. (2015). *Migration et (contre)révolution dans le Golfe : politiques migratoires et politiques de l'emploi en Arabie saoudite*. Revue européenne des migrations internationales, vol. 31,(3), 121-143.

Tok, E., McSparren, J., Olender, M. (2017). *The perpetuation of regime security in Gulf Cooperation Council states: a multi-lens approach*, Digest of Middle East Studies, vol. 26, n. 1, pp. 150-169.

Périodiques en ligne

Al Arabiya. (2018). *Saudi students paying for studies abroad to be included in scholarship program*, Al Arabiya English. En ligne <http://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2018/03/28/Saudi-students-paying-for-studies-abroad-to-be-included-in-scholarship-program.html>

Aleem, Z. (2018). *Saudi Arabia's controversial quest for nuclear power explained*, Vox. En ligne <https://www.vox.com/world/2018/3/26/17144446/saud-arabia-nuclear-weapons-trump-iran-deal>

Anderson, R. (2018). *Saudi job market to shrink in 2018*, GulfBusiness. En ligne <http://gulfbusiness.com/saudi-job-market-shrink-2018/>

Arab News. (2018). *Saudi Arabia to become major solar power exporter under new plan*. En ligne <http://www.arabnews.com/node/1276526/saudi-arabia>

Bourdillon, Y. (2017). *L'Arabie Saoudite réorganise sa sécurité*, Les échos. En ligne https://www.lesechos.fr/24/07/2017/LesEchos/22492-042-ECH_l-arabie-saoudite-reorganise-sa-securite.htm

Butler, N. (2017). *The implications of shelving the Aramco IPO*, Financial Times. En ligne <https://www.ft.com/content/85f1ece4-4745-327e-9350-88466b8195bd>

Cox, J. (2018). *Saudi Arabia and Japan's Softbank to create world's biggest solar power project*, Independent. En ligne <https://www.independent.co.uk/news/business/news/solar-power-saudi-arabia-softbank-masayoshi-son-energy-oil-a8277201.html>

DiChristopher, T. (2018). *Softbank and Saudi Arabia are creating world's biggest solar power generation project*, CNBC. En ligne <https://www.cnbc.com/2018/03/27/softbank-and-saudi-arabia-announce-new-solar-power-generation-project.html>

Dasquié, G. (2017). *Sur la piste des armes de Daech*, Journal du dimanche. En ligne <https://www.lejdd.fr/international/moyen-orient/sur-la-piste-des-armes-de-daech-3388985>

Diffalah, S. (2017). *L'establishment religieux en Arabie Saoudite est en train de s'effondrer*, L'obs. En ligne <https://www.nouvelobs.com/monde/20171025.OBS6505/l-establishment-religieux-en-arabie-saoudite-est-en-train-de-s-effondrer.html>

Fattah, Z. (2018). *A Ghost Army of Workers Is Paid to Do Nothing in the Gulf*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-20/workers-paid-to-do-nothing-a-ghost-army-that-haunts-gulf-rulers>

Gardner, D. (2016). *Saudi's Friendships Show American Influence Waning*, Financial Times. En ligne <https://www.ft.com/content/aeae3dcc-f7fa-11e5-803c-d27c7117d132>

Gilinsky, V., Sokolskyi, H. (2018). *Facing reality in the US-Saudi nuclear agreement, South Korea*, Bulletin of the atomic scientists. En ligne <https://thebulletin.org/facing-reality-us-saudi-nuclear-agreement-south-korea11683>

Gulf States News. (2017). *Saudi Arabia : Select family tree of the ruling Al Saud*, Oxford Analitica. En ligne <https://dailybrief.oxan.com/Analysis/DB227726/Gulf-monarchies-may-update-power-structures>

Hubbart, B., Kelly, K. (2017). *Saudi Arabia's grand plan to move beyond oil: big goals, bigger hurdles*, The New York Times. En ligne <https://www.nytimes.com/2017/10/25/world/middleeast/saudi-arabias-grand-plan-to-move-beyond-oil-big-goals-bigger-hurdles.html>

Hughes, A. (2018). *Saudi Arabia royal family tree : Who is the crown prince of Saudi Arabia* ?, The express. En ligne <https://www.express.co.uk/news/world/902431/Saudi-Arabia-royal-family-tree-Crown-Prince-Saudi-Arabia-King-House-of-Saud>

Hugues, C. (2018). *Saudi royal family*, Reuters, Saudi Press Agency. En ligne <https://www.reuters.com/article/us-saudi-succession-son-idUSKBN19C0AN>

Miller, A., Sokolsky, R. (2017). *Saudi Arabia's new crown prince is a bumbling hothead. Trumps needs to treat him like one*, Politico Magazine. En ligne <https://www.politico.com/magazine/story/2017/06/29/saudi-arabias-crown-prince-trump-foreign-policy-215321>

Miller, A., Brodsky, J. (2016). *Saudi Arabia and Iran's forever fight*, Foreign affairs. En ligne <https://www.foreignaffairs.com/lists/2016-01-13/saudi-arabia-and-irans-forever-fight>

Natter, A. (2018). *Saudi Prince's nuclear bomb comment may scuttle reactor deal*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-03-21/saudi-prince-s-nuclear-bomb-comment-may-scuttle-reactor-deal>

Nereim, V. (2018). *Bechtel in talks over potential role in saudi nuclear program*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-23/u-s-oil-boom-is-a-temptation-that-may-lure-ships-away-from-iran>

Osborne, S. (2018). Saudi Arabia bans foreigners from certain jobs to give citizens more employment opportunities, Independent. En ligne <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/saudi-arabia-foreign-workers-ban-jobs-retail-sales-citizens-nationals-employment-opportunities-a8187531.html>

Rathi, A., Yanofsky, D. (2018). *What Saudi Arabia's 200 GW solar power plant would look like- if planted in your neighborhood*, Quartz. En ligne <https://qz.com/1240862/what-saudi-arabias-200-gw-solar-power-plant-would-look-like-from-space/>

Reed, S. (2018). *From oil to solar, Saudi Arabia plots a shift to renewables*, The New York Times. En ligne <https://www.nytimes.com/2018/02/05/business/energy-environment/saudi-arabia-solar-renewables.html>

Sergie, M. (2018). *Saudi Arabia's economic revamp is still an oil story*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-02/saudi-arabia-s-economic-transformation-is-still-an-oil-story>

The Economist. (2017). *Understanding Saudi Arabia's new crown prince*, CAIRO. En ligne <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2017/06/22/understanding-saudi-arabias-new-crown-prince>

The week. (2018). *Six things women in Saudia Arabia cannot do*. En ligne <http://www.theweek.co.uk/60339/things-women-cant-do-in-saudi-arabia>

Ulrichsen, K. (2017). *What the hell just happened in Saudi Arabia ?*, Politicomagazine. En ligne <https://www.politico.com/magazine/story/2017/11/06/saudi-arabia-mohammed-bin-salman-215792>

Wachman, R. (2018). *Saudi rating to be judged on "reform progress" not oil price warns Moody's*, Arabnews. En ligne <http://www.arabnews.com/node/1303966/business-economy>

Wald, E. (2018). *Saudi Arabia to build massive solar power installation*, Forbes. En ligne <https://www.forbes.com/sites/ellenrwald/2018/03/29/saudi-arabia-to-build-massive-solar-power-installation/#2d50715877a9>

Zorthian, J. (2016). *Saudi Arabia scales back religious police's authority*, Time. En ligne <http://time.com/4294154/saudi-arabia-religious-police-authority/>

Sites Internet

Businesswire. (2018). *Saudi Arabia's Public Investment Fund's Development & Investment Entertainment Company Signs Agreement with AMC*. En ligne <https://www.businesswire.com/news/home/20180404005929/en/Saudi-Arabia's-Public-Investment-Fund's-Development-Investment>

CIA Wolrd fact book. (2018). *Saudi Arabia Demographics*, Index Mundi. En Ligne https://www.indexmundi.com/saudi_arabia/age_structure.html

Cornell, P. (2018). *The Saudi Public Investment Fund: The Emerging Financial Vehicle Behind Vision 2030*, Atlantic Council. En ligne <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/the-saudi-public-investment-fund-the-emerging-financial-vehicle-behind-vision-2030>

Cours du baril. (2018). *Cours du pétrole entre 2012 et 2018*, prixdubaril.com. En ligne <https://prixdubaril.com/comprendre-petrole-cours-industrie/66049-mars-2018-prix-petrole-augmente-un-peu.html>

El Robrini, M. (2016). *Arabie Saoudite: la saoudisation des emplois en marche*, Open work. En ligne <https://www.lemonde-apres.com/fr/blog/travailler-en-arabie-saoudite>

Kabbara, M. (2018). *4 factors driving renewable energy in Saudi Arabia*, Wolrd Economic Forum. En ligne <https://www.weforum.org/agenda/2018/02/4-drivers-that-will-accelerate-renewable-energy-deployment-in-saudi-arabia/>

Larousse. (2018). *Monarchie*. En ligne <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/monarchie/52157>

Le dictionnaire du commerce international. (2018). *Soft power*. En ligne <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/soft-power.html>

Saudi Arabia Population. (2018). En ligne <http://worldpopulationreview.com/countries/saudi-arabia-population/>

S&P Global Market. (2017). *Company overview of public investment fund*, Bloomberg. En ligne <https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/snapshot.asp?privcapId=12455701>

TradingEconomics. (2018). *Arabie Saoudite: production de pétrole brut*. En ligne <https://fr.tradingeconomics.com/saudi-arabia/crude-oil-production>

Université de Laval. (2018). *Evaluer la qualité des sources*. En ligne https://www.bibl.ulaval.ca/infosphere/sciences_humaines/evaeva1.html

WNA. (2018). *Nuclear power in Saudi Arabia*, World Nuclear Association. En ligne <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-o-s/saudi-arabia.aspx>

Tests et instruments de mesure

Arabyouthsurvey. (2016). *ASDA 'A Burson-Masteller Arab Youth Survey*.

BP. (2017). *BP Statistical Review of World Energy June 2017*. En ligne <https://www.bp.com/content/dam/bp/en/corporate/pdf/energy-economics/statistical-review-2017/bp-statistical-review-of-world-energy-2017-full-report.pdf>

JodiOil. (2018). *Country by country review of oil data : Saudi Arabia*, Join Organisations Data Initiative (JODI). En ligne <https://www.jodidata.org/oil/database/country-by-country-review.aspx>

Moody's. (2018). *Fund and asset management: Saudi Arabia*, Moody's investors service. En ligne <https://www.moodys.com/researchandratings/market-segment/funds-asset-management/-/005002/005002|0420A5/-/0/0/-/0/-/-/1/-/-/-/en/global/pdf/-/rra>

World Economic Forum. (2017). *The global competitiveness report 2017-2018*. En ligne <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2017-2018>

Actes de congrès ou de colloque

Lacroix, S. (2017). *L'Arabie Saoudite à l'heure du changement : quelles implications pour le religieux ?*, Conférence : Islams et champ politique, UCL : Louvain-La-Neuve.

Documents non publiés

Analyse socio-économique du monde arabe. (2018). Document non publié, Université catholique de Louvain, Louvain-La-Neuve.

Documents officiels

Kingdom of Saudi Arabia. (2018). *KSA Vision 2030 : Strategic objectives and vision realization program*, Vision 2030.

Résumé du mémoire

Cette recherche cherche à comprendre la complexité de l'Arabie Saoudite et de présager son statut « après-pétrole » à travers les questions : « *Quels sont les défis politiques, économiques, sociaux de l'Arabie Saoudite dans une perspective « après-pétrole » ? Comment le régime compte-t-il répondre à cette problématique et légitimer ses actions auprès de la société saoudienne ?* ». En effet, l'Arabie Saoudite créée en 1932 sur une alliance politico-religieuse originale par une dynastie éponyme dans le cadre d'un régime autoritaire fait face à de nombreuses problématiques. Le système économique rentier, le modèle sociétal, la tradition hanbalo-wahhabite, les relations extérieures et la gouvernance du pays sont entrés dans une crise sans précédent. L'avènement du roi Salmane et de son fils Mohammed Ben Salmane amène une restructuration en profondeur des dogmes saoudiens et un bousculement des préceptes du pays. Les autorités saoudiennes mettent en œuvre un programme de restructuration économique « Vision 2030 » visant à sevrer la dépendance au pétrole, rentrer dans une transition énergétique et répondre aux attentes progressistes de la société.

Mots-clés : Arabie Saoudite – Vision 2030 – Wahhabisme – Salmane – Economie